

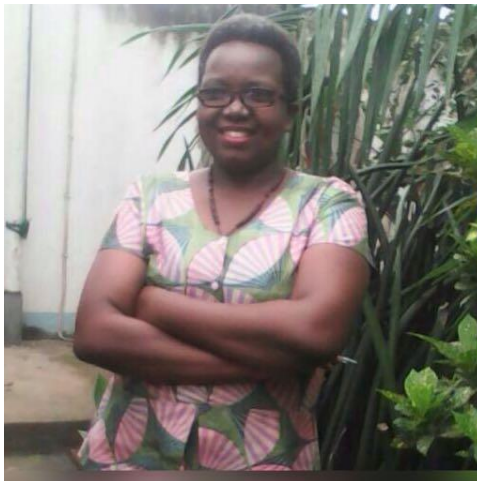
**LIGUE BURUNDAISE DES DROITS DE L'HOMME « ITEKA »**

*Agréée par l'ordonnance Ministérielle n°530/0273 du 10 novembre 1994 revoyant l'ordonnance n°550/029 du 6 février 1991*



« Est membre de l'Union Interafricaine des Droits de l'Homme et des Peuples (UIDH), membre affilié de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), a le statut d'observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et le statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC. »

***RAPPORT SPECIAL SUR LA REPRESSION DU POUVOIR CONTRE DES  
MILITAIRES ET POLICIERS SOUPCONNES ETRE CONTRE LE TROISIEME  
MANDAT DU PRESIDENT PIERRE NKURUNZIZA  
avril 2015-décembre 2016***



***En mémoire de Madame Marie Claudette Kwizera, trésorière de la Ligue Iteka, portée disparue depuis le 10 décembre 2015. De novembre 2015 à novembre 2016, au moins 377 cas de disparitions forcées sont parvenus à la Ligue Iteka.***

<i>SIGLES ET ABREVIATIONS</i> .....	3
<i>O. INTRODUCTION</i> .....	5
<i>I. DES CAS DE POLICIERS ET/OU MILITAIRES TUES LORS DES OPERATIONS REPRESSIVES</i> .....	6
<i>II. DES CAS DE MILITAIRES ET/OU POLICIERS PORTES DISPARUS</i> .....	15
<i>III. DES CAS DE MILITAIRES ET/OU POLICIERS VICTIMES D'ARRESTATIONS ET/OU TORTURES</i> .....	18
<i>IV. DES CAS DE MILITAIRES ET / OU POLICIERS VICTIMES D'ATTAQUES ARMEES</i> .....	27
<i>V. DES CAS DE PERSONNES TUEES ET/OU CADAVRES EN TENUE MILITAIRE OU POLICIERE DONT CERTAINS NON IDENTIFIES</i> .....	29
<i>VI. DES CAS DE JUSTICE EQUITABLE</i> .....	32
<i>VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</i> .....	35

## SIGLES ET ABREVIATIONS

**AFP** : Agence France Presse  
**API** : Appui pour la protection des Institutions  
**APRODH** : Association pour la Protection des Droits Humains et des Personnes Détenues  
**BAE** : Brigade Anti Emeutes  
**BRARUDI** : Brasserie et Limonaderies du Burundi  
**BSPI** : Brigade Spéciale pour la Protection des Institutions  
**CECAD**: Coopérative d'Epargne et de Crédit pour l'Auto-Développement  
**CICR** : Comité International de la Croix Rouge  
**CNDD-FDD** : Conseil National pour la Défense de la Démocratie- Force de Défense pour la Démocratie  
**CPI**: Cour Pénale Internationale  
**CPP** : Code de Procédure Pénale  
**DCA** : Défense Contre Avions  
**DDH** : Défenseur des Droits Humains  
**EMG** : Etat-Major Général  
**EMM**: Ecole Militaire des Métiers  
**EP** : Ecole Primaire  
**ETSO**: Ecole Technique des Sous-Officiers  
**FAB**: Forces Armées Burundaises  
**FDN**: Force de Défense Nationale  
**FNL**: Front National de Libération  
**ISCAM**: Institut Supérieur des Cadres Militaires  
**MDNAC** : Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants  
**MSD** : Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie  
**ODH** : Observateur des Droits Humains  
**OMP** : Officier du Ministère Public  
**ONATEL** : Office National de Télécommunication  
**ONU**: Organisation des Nations Unies  
**OPC** : Officier de Police Chef  
**OPJ**: Officier de Police Judiciaire  
**OPP**: Officier de Police Principal  
**OTB**: Office de Thé du Burundi  
**OTRACO** : Office de Transport en Commun  
**PAFE**: Police des Airs, des Frontières et des Etrangers  
**PBA** : Participation à des Bandes Armées  
**PJ** : Police Judiciaire  
**PM**: Police Militaire  
**PMPA** : Partis et Mouvements Politiques Armés  
**PNB** : Police Nationale du Burundi  
**PSI** : Police de Sécurité Intérieure  
**PSR** : Police Spéciale de roulage  
**PV** : Procès-Verbal  
**RDC** : République Démocratique du Congo  
**RMPG** : Rôle du Ministère Public/Parquet Général  
**RPC** : Rôle Pénal Criminel  
**RTNB** : Radio Télévision Nationale du Burundi  
**SNR**: Service National des Institutions

**SOSUMO** : *Société Sucrière du Moso*

**TGI** : *Tribunal de Grande Instance*

**UA** : *Union Africaine*

**UPRONA** : *Union pour le Progrès National*

## ***O. INTRODUCTION***

Ainsi, 147 cas de militaires et 63 cas de policiers, victimes de la répression, sont parvenus à la ligue Iteka. Ce rapport relève au moins 53 cas de militaires tués, 10 portés disparus, 10 militaires torturés, 48 militaires arbitrairement privés de leur liberté et 26 militaires blessés. Il évoque également au moins 31 cas de policiers tués, 5 policiers portés disparus, 5 policiers torturés 7 policiers victimes d'arrestations arbitraires et 15 policiers blessés lors des opérations de répression du pouvoir du Président Pierre Nkurunziza.

La répression contre les présumés opposants du troisième mandat du Président Pierre Nkurunziza n'a pas épargné le secteur des forces de défense nationale et de la police burundaise. Des militaires et policiers ont été tués, d'autres ont été arrêtés, torturés et portés disparus. Certains ont eu la chance d'être emprisonnés dans différentes prisons du pays.

Dans ce rapport spécial de la Ligue Iteka consacré au cas des policiers et militaires, nous rapportons des cas qui nous sont parvenus depuis avril 2015 jusqu'en décembre 2016. Le présent rapport sur la répression qui secoue le secteur de l'armée et de la police burundaise n'est pas du tout exhaustif. Les jours du 13 mai et du 11 décembre 2015 sont particulièrement mémorables pour les événements sanglants au cours desquels des effectifs élevés des militaires et des policiers tués laissent des zones d'ombre et méritent des enquêtes plus fouillées pour connaître la vérité.

Le bilan officiel présenté par le porte-parole de la FDN en rapport avec les événements du 11 décembre 2015 évoque 8 policiers et militaires tués, 21 blessés, 87 rebelles tués et 21 capturés. Il ne parle pas cependant des militaires et policiers tués lors du putsch manqué du 13 mai 2015 mais relève seulement les effectifs des militaires et policiers arrêtés et emprisonnés.

Un effectif important de militaires et de policiers sont aujourd'hui en prison suite aux événements de tentative de coup d'Etat du 13 mai 2015 et de l'attaque des camps militaires du 11 décembre 2015.

Des militaires en mission de maintien de la paix onusiens préfèrent ne pas rentrer par peur du plan de répression en cours dans le pays. Une longue liste d'au moins 100 militaires dont certains sont effectivement en mission de maintien de la paix serait identifiée pour être la cible prochaine du plan d'exécutions par les services de l'Etat-Major et du SNR burundais.

Dans les camps, les militaires ex-FAB subissent des fouilles perquisitions et sont dépourvus de leurs armes. A titre d'exemple, c'est le cas des camps militaires en province de Gitega et de Mukoni en province Muyinga. Dans différents coins du pays, les démobilisés et des pensionnés ex-FAB sont intimidés et arrêtés accusés de détenir des objets militaires comme des bérets et des bottines usés. C'est le cas de la Mairie de Bujumbura et de la province Makamba.

Le rapport évoque des cas de listes noires des anciens militaires démobilisés et/ou retraités ex-FAB qui ont été identifiés dans différents coins du pays notamment en commune Kibago, province Makamba et en commune Matana, province Bururi.

Il mentionne aussi des cas de militaires et policiers ex-PMPA, qui sont soupçonnés ne pas soutenir le 3<sup>ème</sup> mandat du Président Pierre Nkurunziza, qui ont fait objet de constituent de la répression.

Des recommandations sont adressées aux différents acteurs susceptibles de changer la situation problématique des droits de l'Homme qui sévit dans le pays.

### ***I.DES CAS DE POLICIERS ET/OU MILITAIRES TUES LORS DES OPERATIONS REPRESSIVES***

#### **Un policier tué et un autre blessé lors de l'attaque armée visant le conseiller à la présidence de la République chargé de la communication**

Le policier, Elie Ntungwanayo, garde du corps de Willy Nyamitwe, conseiller à la présidence de la République chargé de la communication, a été tué tandis que son chauffeur policier a été blessé au cours d'une attaque armée. Cette attaque visait le véhicule du conseiller qui rentrait chez lui dans le quartier Kajaga, dans la soirée du 28 novembre 2016.

#### **Un militaire tué en zone urbaine de Ngagara, Mairie de Bujumbura**

Un militaire de grade de Caporal, le nommé Prime Nkengurutse, du 22<sup>ème</sup> bataillon blindé en province de Gitega, a été tué dans la soirée du 19 novembre 2016, sur la rue Nyavyamo située dans le quartier IV de la zone urbaine de Ngagara, commune Ntahangwa.

Selon le porte-parole de la PNB, Pierre Nkurikiye, ce militaire originaire de la province Muramvya, a été fusillé lorsqu'il était allé acheter des unités de recharge téléphonique à une boutique. La même source a indiqué que la victime était en congé qui avait pris fin le 17 novembre 2016 mais qu'elle n'avait pas encore rejoint son service.

Des informations fournies par ses collègues ont accusé le SNR d'être derrière ce crime. La victime était sur la liste des militaires poursuivis par le SNR et était accusé de dénoncer les plans d'exécutions qui se préparaient en direction des camarades ex-FAB, ont révélé nos sources. Ces mêmes sources nous ont indiqué que contrairement à ce que le porte-parole de la police a confié aux médias, le caporal travaillait depuis un certain temps comme chauffeur à la BSPI et avait été incarcéré pour avoir cogné un pot de fleurs à la présidence de la république.

#### **Un policier tué en zone Muzinda, province Bubanza**

En date du 15 novembre 2016, vers 19 heures, un policier du nom de Léonidas Gahungu, attaché à la position du chef-lieu de la zone Muzinda, a été grièvement blessé par des hommes armés non identifiés. Il a succombé à ses blessures à l'hôpital de Mpanda.

#### **Un policier grièvement blessé en commune Gihanga, province de Bubanza**

Dans la nuit du 10 novembre 2016, vers 21 heures, des hommes armés en tenue militaire et policière ont attaqué une position de police de Kirwati, zone Karwema, commune Gihanga, province Bubanza. Selon des sources sur place, ceux qui ont attaqué sont venus de la réserve naturelle de la Rukoko et étaient lourdement armés. Lors de cette attaque, un policier du nom d'Alexis Ntwazantwari, de grade de sous-officier, a été grièvement blessé. Une personne a été arrêtée pour avoir collaboré avec ce groupe armé. Les mêmes sources ont indiqué que les

habitants de Karwema vivent une peur panique après avoir appris que des groupes des jeunes Imbonerakure sont en train d'être formés à partir de cet endroit en vue d'être envoyés au Congo à la recherche des combattants rebelles qui attaquent en provenance de ce pays.

### **Un militaire ex-FAB retrouvé mort en commune Mugamba, province de Bururi**

Un militaire ex-FAB de grade de Caporal connu sous le nom de Nestor Negamiye, a été retrouvé mort le 18 octobre 2016 dans la vallée de Kibaya, zone Vyuya, Commune Mugamba, province de Bururi.

Selon des sources sur place, Nestor Negamiye, avait été enlevé le 3 octobre 2016. Ceux qui l'ont vu pour la dernière fois témoignent que la victime partageait un verre avec ses voisins dont la plupart étaient des Imbonerakure. L'état du cadavre montrait que le crime venait fraîchement d'être commis, alors qu'il y avait beaucoup de temps que la victime était portée disparue.

Les mêmes sources ont précisé que ses bourreaux l'avaient d'abord gardé dans un lieu secret avant de le tuer. Cinq jeunes Imbonerakure dont un certain Hakiza et un certain Evariste Mbazumbutima, un ex-FAB, nouveau adhérent à la ligue des jeunes Imbonerakure travaillant actuellement pour le compte du SNR, ont été pointés du doigt comme impliqués dans cet enlèvement et assassinat. A la surprise de tous, ces Imbonerakure ont été libérés après avoir passé quelques heures aux mains de la police. Le corps de la victime a été remis à sa famille pour l'enterrer dignement.

### **Un militaire retrouvé mort en commune Bugabira, province Kirundo**

En date du 16 octobre 2016, un cadavre d'un militaire du camp Mutwenzi, a été découvert dans le lac Cohoha, secteur Kayonza, sous-colline Mamfu, commune Bugabira, province Kirundo. Accusé d'être en possession de la carte sim de la compagnie de télécommunication MTN-Rwanda, il avait été arrêté par le chef des Imbonerakure de la commune Bugabira connu sous le prénom d'Emmanuel, le surnommé Gabogabo chef des Imbonerakure de la colline Kayonza, en compagnie avec Bucumi, responsable du parti CNDD-FDD de la même colline et Ruhwemu qui fut membre du conseil collinaire au CNDD-FDD, selon les sources sur place. L'administrateur communal a intimé l'ordre d'enterrer le cadavre sans faire des enquêtes.

### **Deux anciens militaires ex-FAB tués en commune Matana, province de Bururi**

Deux anciens militaires ex-FAB, Kiwi et son voisin, ont été tués fusillés dans la nuit du 14 octobre 2016, sur la colline Sakinyonga, commune Matana, province Bururi. Selon des sources sur place, des policiers de la localité sont les auteurs de cette attaque. Ils ont en effet envahi les deux ménages et ont tiré sur ces deux chefs de ménage qu'ils accusaient de travailler avec des rebelles contre le pouvoir du Président Pierre Nkurunziza. Selon des sources sur place, l'une des victimes avait entendu du bruit dans son enclos et était sorti voir de quoi il s'agissait. Du coup, elle avait reçu plusieurs balles et elle est morte sur le champ. L'autre a été tuée dans sa maison, la machette trouvée dans sa maison a été la cause de son assassinat.

### **La famille d'un ex-FAB décimée dans une attaque à la grenade en commune Mugamba, province Bururi**

Trois personnes d'une même famille dont le chef de ménage ex-FAB, son épouse et son enfant ont été tués en date du 14 septembre 2016 sur la colline Munini, zone de Kivumu commune Mugamba, province Bururi. Selon des sources sur place, l'attaque a été faite par des hommes armés en tenues militaires qui ont lancé une grenade sur ce ménage. Dismas Bashirahishize alias Bitama, un ex-FAB, sa femme et leur enfant sont morts sur le champ. Des policiers et militaires des positions de Gatwe sont arrivés juste après l'attaque. Des sources indépendantes révèlent que la victime collaborait avec ces militaires et policiers dans l'identification des jeunes manifestants du 3<sup>ème</sup> mandat du Président Pierre Nkurunziza. Ces mêmes sources soupçonnent que ces militaires et policiers sont les commanditaires de cet assassinat car ils craignaient que cet ex-FAB constituait un témoin gênant qui pouvait témoigner un jour les multiples exécutions extrajudiciaires commises dans cette partie du pays.

### **Un sous-officier tué dans les enceintes du SNR en Mairie de Bujumbura**

Un militaire de grade d'adjudant, le nommé Eddy Claude Nyongera a été tué en date du 14 septembre 2016 dans les enceintes du SNR en Mairie de Bujumbura. Des sources sur place indiquent que la victime a été torturé jusqu' à la mort lors de son interrogatoire au cachot du SNR.

L'adjudant Eddy Claude Nyongera a été arrêté à l'Etat-major de l'armée où il travaillait comme agent de transmission. Il avait passé aux bureaux de la PM avant d'être conduit au cachot du SNR dans l'avant-midi de cette même date. Ces sources précisent que l'interrogatoire musclé était dirigé par un OPJ ancien membre du mouvement FNL, le prénommé Théogène. C'est après avoir refusé de signer un P.V préétabli que le patron du SNR, Etienne Ntakarutimana connu sous le surnom de Steeve, a ordonné son achèvement, selon des sources du SNR. C'est Joseph Mathias Niyonzima alias Kazungu qu'il a exécuté, selon les mêmes sources.

Le porte-parole de la police Pierre Nkurikiye a annoncé sur les medias que le militaire s'est suicidé à la grenade, à la surprise des témoins et des ODHs qui dénoncent une fois de plus un crime d'Etat et une exécution extrajudiciaire.

### **Un militaire ex-FAB démobilisé tué en zone urbaine de Musaga, Mairie de Bujumbura**

Le prénommé Clément, un militaire ex-FAB démobilisé, a été tué le 9 juin 2016, vers 13 heures, à la 2<sup>ème</sup> avenue de la zone urbaine de Musaga. Les auteurs du crime ont été identifiés comme étant des policiers et des Imbonerakure du parti CNDD-FDD qui étaient à bord d'une voiture à vitres teintées.

Selon des sources sur place, un des hommes à bord de cette voiture en tenue civile a débarqué à la 2<sup>ème</sup> avenue en tirant à bout portant sur la victime qui était assise dans un bar appelé « chez Zigamayo », situé en zone urbaine de Musaga. Après ce crime, une rafle a été organisée dans cette zone où une centaine de gens ont été arrêtés. Le fait de provoquer un incident sécuritaire est devenu une stratégie de la police burundaise pour justifier les arrestations arbitraires, selon un des témoins de la scène.



### **Trois personnes dont deux militaires ex-FAB tués en commune Burambi, province Rumonge**

Dans la nuit du 9 au 10 mai 2016, deux militaires ex-FAB en retraite et une autre personne habitant la colline Gishiha, zone Maramvya, commune Burambi, province Rumonge ont été tués par des hommes armés identifiés par la population comme étant des policiers.

Les victimes de cette attaque ont été Emmanuel Ndekatubane, Rémy Nsengiyumva et Domitien Manirakiza qui sont morts sur le champ tandis qu'un enfant du nom de Guy Trésor Gakiza, fils de l'une des victimes, Rémy Nsengiyumva, a été grièvement blessé. D'après les informations recueillies sur place à Burambi, ces deux militaires ex-FAB avaient été arrêtés et incarcérés le 6 mai 2016, accusés par l'administration à la base d'avoir participé dans l'attaque du 3 mai 2016. Ils ont été relaxés une semaine après leur arrestation mais le chef de zone Maramvya, Prime Ndayisenga avait continué à exercer des menaces sur eux.

Des sources sur place ont révélé que les auteurs de cet assassinat étaient des policiers qui avaient agi sur l'ordre de ce chef de zone. Une liste d'autres militaires ex-FAB de la localité à tuer avait été dressée par ce chef de zone en complicité avec son parti politique CNDD-FDD, selon les mêmes sources.

### **Un militaire tué en commune Mugamba, province Bururi**

Un militaire en congé du nom de Burerwa a été tué au cours d'une attaque menée par des hommes en tenue militaire, le soir du 20 avril 2016 sur la colline de Kivumu en commune Mugamba, province Bururi. Trois autres civils dont un enseignant nommé Athanase Nzokira ont été tués dans cette même attaque. Les habitants de la localité ont indiqué qu'il s'agissait des militaires venus se venger contre les Tutsi de Mugamba supposés avoir tué 4 membres Hutu du CNDD-FDD, le 16 avril 2016.

### **Un colonel retraité ex- FAB, tué en zone urbaine de Ngagara, Mairie de Bujumbura**

Un retraité de l'armée, ex-FAB, le colonel Lucien Rufyiri, a été tué le 24 mai 2016, vers 10 heures du matin, devant le portail de la clôture de sa maison, lorsqu'il rentrait chez lui au quartier II, en zone urbaine de Ngagara. Les auteurs de cette attaque ont pris fuite à bord d'une voiture à vitres teintées.

Selon des informations recueillies sur place, des hauts gradés de l'armée et de la police avaient toujours menacé de mort feu colonel Lucien Rufyiri afin de s'accaparer de ses terres se trouvant en zone Maramvya, commune de Mutimbuzi, province Bujumbura rural. Certains avaient même commencé à ériger de force des maisons sur sa propriété, selon les mêmes sources. La victime qui vivait d'élevage de vaches dans cette propriété s'était inquiété à plusieurs reprises des menaces qui pesaient sur elle. Des sources variées ont affirmé que des membres du parti CNDD-FDD avaient menacé de mort des anciens dignitaires qui avaient acquis de grandes propriétés de terres dans certains coins du pays

### **Un militaire ex-FAB tué par balle en zone urbaine de Kinama, en Mairie de Bujumbura**

Un militaire ex-FAB du nom de Gervais Simbagoye a été tué par balle dans l'après-midi du 9 mai 2016, tout près de l'église pentecôte du quartier Ruyigi, en zone urbaine Kinama, Mairie de Bujumbura. La victime était avec son épouse qui faisait des achats dans une boutique de la

place. Ceux qui lui ont tiré dessus étaient à bord d'une moto. Les sources sur place ont indiqué que les auteurs de cet assassinat étaient des Imbonerakure, en complicité avec des policiers.

### **Un militaire haut gradé de l'armée et son garde du corps tués en zone urbaine de Gihosha, Mairie de Bujumbura**

En date du 25 avril 2016, aux environs de 7 heures du matin, le Général de brigade Athanase Kararuzza, son épouse Consolate Gahiro et son garde du corps, Nivyara, ont été tués lors d'une embuscade tendue par des militaires, en zone urbaine de Gihosha, devant le Lycée du Saint Esprit, selon des sources officielles. Grièvement blessée au cours de cette attaque, la fille du Général, Daniella Mpundu, a succombé à ses blessures, en date du 28 avril 2016, à l'hôpital militaire de Kamenge.

Le Général de brigade Athanase Kararuzza était conseiller principal chargé des questions de sécurité à la première vice-présidence de la République. Deux militaires, son chauffeur et son garde du corps (N. J. B et K. D) ont été blessés et ont réussi à prendre le large après plusieurs tentatives d'assassinat par les auteurs de l'attaque, qui cherchaient à tout prix à effacer les traces de ceux pouvant témoigner un jour.

### **Un haut gradé de l'armée tué en zone urbaine de Cibitoke, Mairie de Bujumbura**

Le Lt-Col Emmanuel Buzubona et le motard qui le transportait, ont été tués le soir du 20 avril 2016 en zone urbaine de Kinama. La victime vivait au quartier de Bukirasazi à la 5<sup>ème</sup> avenue de cette même zone urbaine de la Mairie de Bujumbura. Le colonel était un ex-PMPA hutu.

Selon des sources recueillies, le colonel était en congé et n'avait pas été réaffecté à un autre poste depuis son retour de mission en Tanzanie, 6 mois auparavant. Il était instructeur dans le cadre de la coopération de l'Est African Community. Il avait été arrêté le 12 décembre 2015 par le SNR, soupçonné de soutenir les insurgés opposés au 3<sup>ème</sup> mandat du Président Pierre Nkurunziza et avait été relâché 6 jours plus tard. Il est resté sous la surveillance du SNR, selon les mêmes sources. Des témoignages ont fait part d'une explosion et de tirs entre 19 heures et 20 heures à la 5<sup>ème</sup> avenue du quartier de Bukirasazi I en zone de Kinama tout près de son domicile. Des Imbonerakure ont été pointés du doigt comme étant derrière cet assassinat et aucune enquête n'a été signalée, selon des sources sur place. Le porte-parole de la police s'est contenté de dire que les auteurs sont difficilement identifiables.

### **Assassinat du Lieutenant-colonel Darius Ikurakure, commandant du Bataillon Génie de combat de Muzinda, province Bubanza**

Le Lieutenant-colonel Darius Ikurakure, commandant du Bataillon Génie de combat de Muzinda, province Bujumbura, a été abattu le 22 mars 2016 alors qu'il se trouvait dans les enceintes de l'Etat-Major Général de l'armée à Bujumbura aux heures de repos, chose qui a surpris tout le monde. Cet officier, issu de l'ancienne rébellion Hutu du CNDD-FDD était le commandant du Bataillon Génie de combat de Muzinda, situé à une vingtaine de kilomètres au nord de la capitale Bujumbura. Il était régulièrement cité dans des cas de disparitions forcées ou de tortures dans les quartiers contestataires du Nord de la capitale burundaise où il était chargé des opérations.

### **Assassinat du Major Didier Muhimpundu en pleine ville dans la capitale Bujumbura.**

Cet officier a été tué dans la soirée du 22 mars 2016 à Bujumbura, quelques heures seulement après l'annonce de l'assassinat du Lieutenant-colonel Darius Ikurakure. L'Officier d'Etat-Major, issu de l'ancienne armée dominée par la minorité Tutsi, a été abattu aux environs de 20 heures locales (19:00 GMT) alors qu'il était dans un bar du centre-ville de Bujumbura. Il a reçu un coup de fil de quelqu'un qui lui a demandé de le retrouver dehors. Il est sorti du cabaret «Hibiscus» où il se trouvait, selon des sources sur place. Il a été tué par balles à ce moment-là.

### **Un officier de police tué en commune Bukirasazi, province de Gitega**

En date du 23 décembre 2015, OPP1 Victor Nahimana, chef de poste de police en commune Bukiransazi province Gitega a été tué par des hommes armés non identifiés. Selon des sources sur place, la victime a été fusillée vers 22 heures.

### **Un militaire tué en zone urbaine de Cibitoke, Mairie de Bujumbura**

En date du 5 février 2016, un chef de poste militaire d'une position militaire dans le quartier Cibitoke en Mairie de Bujumbura, a été fusillé par des personnes non identifiées à la 14<sup>ème</sup> avenue, zone urbaine de Cibitoke, commune Ntahangwa.

### **Un policier et un militaire tués en commune et province Muramvya**

En date du 13 janvier 2016, vers 11 heures, deux hommes à bord d'un taxi, ont été tués par des policiers à Muramvya, selon des témoins sur place. Le porte-parole de la police a déclaré que ces deux hommes étaient des déserteurs de l'armée et de la police. Il s'agissait du capitaine Idi Omar Bahenda, alias Saïdi et du Brigadier Jean Claude Niyongabo, OPJ à Karuzi. Le chauffeur qui était avec eux a été arrêté.

### **Des militaires et policiers tués après une attaque sur des camps militaires à Bujumbura**

En date du 11 décembre 2015, les sources officielles de l'armée et de la police ont relevé 8 policiers et militaires tués et 21 autres blessés, 87 rebelles tués et 21 capturés après une attaque armée menée sur des camps militaire en Mairie de Bujumbura. Les organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé que les victimes de cet événement sont de loin supérieures à ces chiffres présentés officiellement. Beaucoup de militaires et policiers soupçonnés être contre le 3<sup>ème</sup> mandat de Pierre Nkurunziza sont morts dans la répression qui a suivi. Le nombre exact de morts et de disparus sont demeurés inconnus.

### **Un commissaire de police retrouvé mort à Bugarama, province de Muramvya**

En date du 19 décembre 2015, un corps sans vie de Cyprien Nihorimbere, commissaire de police adjoint régional de la PAFE dans la région nord, a été retrouvé à Bugarama, province Muramvya. Selon des sources sur place, la victime avait été enlevée, quelques jours avant, de son hôtel sis à Ngozi.

### **Un corps sans vie d'un policier retrouvé en zone urbaine de Bwiza, Mairie de Bujumbura**

Dans la nuit du 8 au 9 décembre 2015, un corps sans vie d'un policier prénommé Gilbert a été retrouvé en zone urbaine de Bwiza, commune Mukaza, Mairie de Bujumbura. Des sources sur place ont indiqué que la victime a été tuée dans des tirs nourris qui ont été entendus durant toute la nuit. Son cadavre a été retrouvé en zone Bwiza, dans les environs des bureaux de la Mairie de Bujumbura se trouvant à la 6<sup>ème</sup> avenue.

### **Deux militaires tués lors d'une embuscade en commune Mukike, province Bujumbura rural**

Dans la nuit du 8 au 9 décembre 2015, deux militaires ont été tués dans une embuscade tendue à Major Marius Gahomera sur la colline Kanyunya, zone Rukina, commune Mukike, province Bujumbura rural. Des sources sur place ont indiqué que cette embuscade a été tendue par des hommes armés non identifiés.

### **Un policier tué dans une attaque armée en commune Ndava, province Mwaro**

Un OPJ surnommé Afande et une sentinelle à la permanence du parti CNDD-FDD ont été tués lors de l'attaque perpétrée par des hommes armés non identifiés sur la colline Ndava, province Mwaro, en date du 24 mai 2016. Au cours de cette même attaque, Eric, infirmier au dispensaire de Ndava, Dieudonné enseignant à l'EP Ndava et une sentinelle du bar attaqué, ont été blessés.

### **Un policier tué au chef-lieu de la commune de Burambi, province de Rumonge**

En date du 3 avril 2016 vers 19 heures, des hommes armés ont attaqué la colline Murago, commune Burambi, province Rumonge faisant 2 morts, un officier de police, chef de poste de Burambi et une femme du nom d'Eulalie Nibogora qui sont morts sur le champ. Certaines sources ont rapporté 4 personnes blessées, d'autres 3. Parmi les blessés, figuraient, le gérant du bureau de la poste communale Burambi, un officier de la PJ du nom de Didace Ndayisenga et un enseignant nommé Ntisziza Joachim.

### **Un militaire mort au camp Muzinda, en province de Bubanza**

Un caporal-chef du nom de Kazungu, ex-PMPA est mort d'une grenade qui a explosé entre ses mains, le matin du 28 mars 2016, au camp militaire de Muzinda, commune Rugazi, province Bubanza. Selon des témoins sur place, il voulait lancer la grenade contre ses collègues ex-FAB qui étaient seuls au salut du drapeau national car leurs collègues ex-PMPA ne s'étaient pas présentés. Il est mort en cours de route vers l'hôpital, selon les mêmes témoins.

### **Six policiers blessés lors d'une attaque à la grenade en zone urbaine de Kamenge, Mairie de Bujumbura**

Des hommes armés ont attaqué à la grenade un bus de la police, en date du 29 mars 2016. Il transportait des policiers du ministère de la sécurité publique et de la direction générale de la police, qui rentraient à la maison pour la pause-déjeuner. Le véhicule était arrivé au niveau du quartier Gasenyi, en zone urbaine de Kamenge lorsque deux grenades ont été lancées sur ce

véhicule faisant 7 blessés dont un jeune enfant qui se trouvait avec sa maman policière à bord de ce véhicule. La même source a précisé que deux policiers ont été grièvement blessés.

### **Un policier tué en commune Mugamba, province Bururi**

Sur la colline Mubira, zone Nyagasasa, tout près de la rivière Murembwe, dans la nuit du 17 mars 2016, aux environs de 19 heures, un policier du nom de Bernard Niyongabo a été fusillé par des personnes inconnues. Ce policier était en congé et a été intercepté en cours de chemin lorsqu'il rentrait chez lui. Peu après son assassinat, plusieurs policiers sont venus à bord d'un camion et ont installé une position à l'EP Nyagasasa. Des arrestations ont été signalées en zone Nyagasasa, le matin du 18 mars 2016.

### **Un militaire tué en zone urbaine Kinindo, Mairie de Bujumbura**

En date du 29 novembre 2015, Major Salvator Katihabwa a été fusillé au quartier Kibenga, zone urbaine de Kinindo dans une attaque menée au bar appelé « la passivité ». Les auteurs du crime n'ont pas été identifiés.

### **Un policier tué en zone urbaine Ngagara, Mairie de Bujumbura**

En date du 27 novembre 2015, un policier a été tué tout près de la BRARUDI dans une embuscade tendue au conseiller à la présidence Zénon Ndaruvukanye, au quartier industriel, zone Ngagara, commune Ntakangwa, Mairie de Bujumbura.

### **Un policier tué en zone urbaine de Bwiza, Mairie de Bujumbura**

En date du 9 janvier 2016, dans le quartier Jabe III, un policier a été battu à mort par des gens non identifiés. Après cet incident, des agents de la police ont afflué sur le lieu du drame et il y a eu beaucoup de tirs et explosions de grenades. Les agents de police ont procédé à des arrestations des jeunes. Plus de 15 jeunes dont un certain Anicet Kaneza et ses voisins ont été battu par les policiers avant d'être arrêtés. Beaucoup de ces jeunes ont été trouvés dans leurs maisons.

### **Un policier tué en zone urbaine de Ngagara, Mairie de Bujumbura**

En date du 30 septembre 2015, un policier du nom de Jean Claude Kazungu a été tué fusillé Par des hommes armés non identifiés au quartier III de la zone urbaine de Ngagara, commune Ntakangwa, Mairie de Bujumbura.

### **Un militaire retrouvé mort en zone urbaine de Musaga, Mairie de Bujumbura**

Dans la matinée du 20 août 2015, un militaire de grade de 1<sup>er</sup> sergent du nom de Philbert Niyonkuru alias Mbotso a été retrouvé mort ligoté à côté de l'église communément appelée « Kwa Ngarambe » située à la 2<sup>ème</sup> avenue de la zone urbaine de Musaga, Mairie de Bujumbura.

### **Assassinat du lieutenant-général Adolphe Nshimirimana en Mairie de Bujumbura**

En date du 2 août 2015, au nord de la Mairie de Bujumbura, exactement en zone de Kamenge, le Lieutenant-Général Adolphe Nshimirimana, alors Chargé de missions à la Présidence de la

République, a été abattu dans une attaque à la roquette dirigée contre son convoi. En 2003, lorsque le CNDD a réintégré les institutions de la république, il était à la tête des Forces de défense de la démocratie (FDD), la branche armée du mouvement. Il a été par la suite nommé chef d'état-major adjoint de l'armée burundaise.

Pendant dix ans, il a occupé le poste de Directeur Général du service national de renseignement (SNR). Fin 2014, à quelques mois de la présidentielle, Pierre Nkurunziza a décidé de remplacer le Général Adolphe Nshimirimana à la tête du SNR par le Général Godefroid Niyombare. Le Général Adolphe Nshimirimana a été rappelé au cabinet du président de la République pour devenir son conseiller principal chargé de mission.

### **Assassinat d'un ancien chef d'Etat-major général de l'armée burundaise, le Colonel Jean Bikomagu, en Mairie de Bujumbura**

En date du 15 août 2015, le colonel Jean Bikomagu, ancien chef d'Etat-major général de l'armée burundaise de 1993 à 1997, a été fusillé à l'entrée de sa résidence sise à Kabondo, en zone urbaine de Rohero relevant de la Mairie de Bujumbura.

La victime a été le chef d'état-major de l'armée du président Pierre Buyoya. En 1993, le premier président burundais démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, l'avait maintenu à son poste. Quelques mois plus tard, le président Ndadaye a été assassiné lors d'un coup d'Etat. Certains ont soupçonné le colonel Bikomagu d'avoir été mêlé à cet assassinat. Colonel à la retraite, il rentrait chez lui accompagné de sa fille. Arrivés devant son portail, des individus sur une moto ont ouvert le feu sur eux et sont repartis.

### **Un policier tué en zone urbaine de Cibitoke, Mairie de Bujumbura**

Dans la nuit du 20 au 21 juillet 2015, un policier prénommé Léonidas a été tué fusillé par des hommes armés non identifiés au quartier Mutakura de la zone urbaine de Cibitoke, Mairie de Bujumbura, selon des sources sur place.

### **Un policier tué en zone urbaine de Cibitoke, Mairie de Bujumbura**

En date du 1<sup>er</sup> juillet 2015, un policier prénommé Adolphe, a été tué à la grenade au quartier Mutakura, zone urbaine de Cibitoke, commune Ntakangwa, Mairie de Bujumbura. Le même jour 7 autres personnes, Panta Léon Hazimana, Frank Hakizimana Fleury Hakizimana, Eric Ntakuwundi, Fidèle Habarugira, Gérard Kanderege et une autre personne non identifiée ont été tuées par la police, selon des informations recueillies sur place.

### **Un militaire tué en zone urbaine de Nyakabiga, Mairie de Bujumbura**

Un militaire du nom de Timothée Kabura a été tué en date du 20 mai 2015 en zone urbaine Nyakabiga, commune Mukaza, Mairie de Bujumbura. Selon des informations recueillies sur place, la victime était accusée de protéger les jeunes manifestants. Ce même jour, la police avait tué un jeune du nom de Rodrigue Uwamahoro.

### **Douze militaires tués en Mairie de Bujumbura**

Douze militaires ont été tués le lendemain de la tentative du coup d'Etat en date du 14 mai 2015. Selon des sources officielles, ces militaires ont été fusillés lors d'une attaque qui avait ciblé la RTNB. D'autres sources ont indiqué qu'il s'agissait d'un plan d'extermination contre des militaires présumés avoir participé dans le coup d'Etat manqué.

### **Un policier tué en zone urbaine de Kamenge, Mairie de Bujumbura**

En date du 1<sup>er</sup> mai 2015, vers 19 heures, OPP2 Jean Marie Ntakarutimana, ex-FAB, commandant zone IV, a été tué tout près du bar chez Kwamupfizi, en zone urbaine de Kamenge lors d'une attaque armée menée par des hommes proches du feu Lieutenant Général Adolphe Nshimirimana. Il a été victime d'avoir refusé de collaborer avec les Imbonerakure et les policiers dans la mission de répression des manifestants et d'avoir relaxé des enfants mineurs arrêtés lors des manifestations, selon nos sources. La victime était en mauvais termes avec feu Lieutenant Général, selon les mêmes sources.

### **Un militaire tué en zone urbaine de Musaga, Mairie de Bujumbura**

Un militaire de grade de caporal Ephraïm Hatungimana a été tué en date du 29 avril 2015 lorsqu'il était sur une barrière posée par les manifestants contre le 3<sup>ème</sup> mandat, au quartier Kinanira en zone urbaine de Musaga, commune Muha, Mairie de Bujumbura. Il a été fusillé par un agent du SNR prénommé Joe Dassin, selon les sources sur place.

## ***II. DES CAS DE MILITAIRES ET/OU POLICIERS PORTES DISPARUS***

### **Un ex-FAB porté disparu en commune Kibago, province Makamba**

Un ex-FAB du nom de Grégoire Ngenzebuhoro, originaire de la colline Rurimba, commune Kibago, province Makamba a disparu depuis quelques jours. Sa famille confirme que le leur était au courant du plan du SNR en province Makamba de l'arrêter mais ne sait pas si il a fui ou tué. L'information parvenue à la Ligue Iteka en date du 23 décembre 2016 indique que plus de 10 militaires en retraite issus des ex-FAB de la composante sociale Tutsi, de la commune Kibago, province Makamba, ont fui leurs domiciles de peur d'être arrêtés et assassinés par le pouvoir du CNDD-FDD au niveau local.

### **Un militaire ex-FAB enlevé de son lit d'hôpital puis arrêté en Mairie de Bujumbura**

Alain Ndayikeje, un militaire ex-FAB, attaché à l'EMG de la FDN, a été enlevé en date du 11 novembre 2016, par des agents du SNR en Mairie de Bujumbura. Selon des sources sur place, il était alité à l'hôpital militaire de Kamenge suite à une maladie. Des informations ont dit que ce militaire a été conduit dans le cachot du SNR avant d'être libéré.

### **Un militaire enlevé et porté disparu en province Kirundo**

Une information parvenue à notre rédaction en date du 11 novembre 2016, nous a indiqué qu'un militaire du nom de Gilbert Baziruwitunze du camp Mutwenzi, en formation au camp Gakumbu à Bujumbura, est porté disparu depuis le 25 octobre 2016. Nos sources d'information nous ont révélé que la victime a été arrêtée en province Kirundo par le

commandant du camp Mutwenzi en compagnie du responsable provincial du SNR qui l'ont conduit vers une destination inconnue.

### **Un ancien militaire ex-FAB arrêté puis porté disparu en province Bururi**

En date du 15 novembre 2016, Onesphore Nkunuzimana, ancien militaire ex-FAB et chauffeur du projet CPVVI en province Bururi, a été arrêté sur ordre du Médecin provincial à Bururi. Selon des témoins, la victime a été conduite par des Imbonerakure et des agents du SNR à une destination inconnue. Des sources sur place ont dit que les Imbonerakure conduisent des présumés opposants politiques arrêtés dans la forêt de la Kibira où ils les torturent, les tuent et les enterrent.

### **Un militaire porté disparu en province Bubanza**

Un militaire de grade de Sous-Lieutenant, le nommé Réverien Gahimbare, de la 40<sup>ème</sup> promotion de l'ISCAM, matricule SS 2238, Ingénieur- civil électromécanicien du camp EMM, instructeur à l'ETSO, est porté disparu depuis le 10 août 2016. Selon des sources sur place, ce militaire se rendait au service en passant par l'Etat-Major car quelqu'un l'avait informé qu'on avait besoin de lui.

### **Un étudiant de l'ISCAM arrêté et porté disparu en commune Burambi, province Rumonge**

En date du 10 août 2016, Jean Claude Nkengurutse, étudiant finaliste de l'ISCAM, à la faculté d'économie, originaire de la commune de Burambi, province Rumonge a été arrêté par des militaires à son domicile aux environs de 12 heures et conduit à une destination inconnue. Selon des sources fiables, cet étudiant est victime du plan d'élimination dirigée contre des membres des forces de défense et de sécurité qui sont présumés être contre le troisième mandat du Président Pierre Nkurunziza.

### **Un ancien militaire ex-FAB porté disparu en province Rutana**

Jean Pierre Banuma, un ex- FAB est porté disparu depuis le 8 juin 2016. La victime travaillait à la SOSUMO en province Rutana. Selon nos sources, il s'était rendu en Mairie de Bujumbura pour une fête familiale le 9 juin 2016. Vers 3 heures du matin de ce jour, la famille a appris que Jean Pierre avait été arrêté et retenu au commissariat municipal de Bujumbura.

### **Un policier porté disparu en commune Gashikanwa, province Ngozi**

Un policier du nom de Nicaise Nibizi est porté disparu depuis le 4 juin 2016 à partir de son poste d'attache de Musumba, commune Gashikanwa, province Ngozi. Selon les sources sur place, ce policier était à son poste la nuit de ce jour mais le lendemain, on ne l'a plus revu.

### **Un officier de police porté disparu en zone urbaine de Kamenge, Mairie de Bujumbura**

Le commissaire de police, Jérôme Ndikuriyo, ex-PMPA est porté disparu depuis le 27 mai 2016. Il est tombé dans une embuscade d'hommes en uniformes militaires au moment où il rentrait de son bistrot communément appelé « Kwibuye », dans la zone urbaine de Kamenge. Certains témoins ont affirmé que les auteurs de cet enlèvement étaient des agents du SNR.



D'autres disaient qu'il n'était pas en bons termes avec certains hommes forts du pouvoir tandis qu'une autre opinion pensait que Jérôme avait été victime des conflits fonciers autour d'une propriété dans la province Bubanza.

### **Un agent du SNR porté disparu à partir de son poste d'attache en Mairie de Bujumbura**

Un agent du SNR, le nommé Savin Nahindavyi, est porté disparu depuis le 1<sup>er</sup> mai 2016. Selon des sources de sa famille, la victime s'est rendue à son travail comme d'habitude et personne ne l'a plus revue depuis lors. Son épouse a affirmé avoir été en contact au téléphone avec son mari vers 17 heures, le jour de son enlèvement. Les auteurs de ce forfait n'ont pas été identifiés mais des sources ont indiqué que cet agent du SNR était en mauvaise posture avec des hautes personnalités politiques et de la police.

### **Un militaire ex-FAB porté disparu en zone urbaine de Kamenge, Mairie de Bujumbura**

Un militaire ex-FAB du nom de Philibert Nduwamungu, de la catégorie des sous-officiers, travaillant au camp militaire de Ngagara, a été victime d'un enlèvement, le 19 mai 2016, vers 17 heures. Les témoins de la scène ont indiqué que ce sous-officier a été enlevé par des agents du SNR, à la 1<sup>ère</sup> avenue, en zone urbaine de Kamenge, commune Ntahangwa, au nord de la capitale Bujumbura.

### **Un policier porté disparu en zone urbaine de Kinama, Mairie de Bujumbura**

Un policier ex-FAB nommé Thierry Nkurunziza a été porté disparu depuis le 11 avril 2016. Il était au poste de police de la zone de Kinama. Selon des sources sur place, la victime a été enlevée par des hommes à bord d'une voiture à vitres teintées et a été conduite dans un lieu inconnu.

### **Un militaire arrêté porté disparu en commune Kiremba, province Ngozi**

Le caporal Blaise alias Kampala, originaire de la commune de Kibago en province Makamba, a été arrêté et est porté disparu depuis le 11 avril 2016, en commune Kiremba, province Ngozi.

### **Un démobilisé ex-FAB porté disparu en commune Butaganzwa, province Kayanza**

Un ex-FAB démobilisé prénommé Déo Nzambimana, originaire de Butaganzwa, province de Kayanza est porté disparu depuis la semaine du 11 avril 2016. Après que sa moto ait été saisie par la police, la victime avait reçu un coup de téléphone d'un Imbonerakure de sa colline qui lui disait d'aller récupérer sa moto à Muramvya.

### **Un officier de la PAFE enlevé et porté disparu à Kobero, province de Muyinga**

OPP2 Simon Masumbuko, un policier ex-FAB a été enlevé dans la nuit du 27 au 28 mars 2016, en province de Muyinga. Il était chef-adjoint de la PAFE, poste Kobero en province de Muyinga et logeait dans l'Hôtel « la California » de Kobero. Les informations sur place ont indiqué que cet officier de police a été enlevé par des agents du SNR dont un certain Paul avec le grade de caporal et le chef de la PAFE, Alfred Manirakiza, qui venaient de passer deux à trois jours dans cet hôtel. Selon des sources sur place, la victime était en désaccord

avec son chef direct issu des ex-PMPA. Elle a été détenue dans un cachot du SNR en Mairie de Bujumbura.

### **Un démobilisé ex-FAB enlevé et porté disparu en zone urbaine de Nyakabiga, Mairie de Bujumbura**

En date du 4 janvier 2016, Eric Akimana, chauffeur de la société de téléphonie mobile SMART, ex-FAB démobilisé, a été enlevé chez lui à Nyakabiga III, 6<sup>ème</sup> avenue numéro 23, par des personnes en tenue policière et embarqué à bord d'une camionnette Hilux sans plaque d'immatriculation qui pouvait être du SNR.

### ***III. DES CAS DE MILITAIRES ET/OU POLICIERS VICTIMES D'ARRESTATIONS ET/OU TORTURES***

Des fouilles perquisitions intimidantes constituent le lot quotidien des militaires et/ou policiers ex-FAB dans le pays. Ils sont arrêtés sur base des objets militaires saisis au cours de ces fouilles perquisitions. Dans les camps, les militaires ex-FAB subissent des fouilles perquisitions et sont dépourvus de leurs armes. A titre d'exemple, c'est le cas des camps militaires en province de Gitega et de Mukoni en province Muyinga. Dans différents coins du pays, les démobilisés et des pensionnés ex-FAB sont intimidés et arrêtés accusés de détenir des objets militaires comme des bérets et des bottines usés. C'est le cas de la Mairie de Bujumbura et de la province Makamba.

### **Des ex-FAB sous menaces d'assassinat et/ou d'arrestations en commune Matana, province Bururi**

En date du 19 décembre 2016, quarante militaires démobilisés et/ou pensionnés issus des ex-FAB, tous de la composante sociale Tutsi ont appris qu'ils étaient sur une liste noire qui est dans les mains du responsable du SNR et du chef de poste de police en commune Matana, province Bururi. Selon des sources sur place, ils sont tous sous menace d'assassinat et/ou d'arrestation, ce qui a causé une peur panique au sein de leurs familles respectives. La plupart de ces personnes sont originaires de la colline Sakinyonga, commune Matana, province Bururi.

Suite aux tensions survenues après la divulgation de cette liste, le chef de zone Gasibe a annoncé qu'il allait tenir une réunion à l'endroit de ses administrés. Certaines personnes sont déjà au courant qu'ils sont sur cette liste, car leurs noms ont été cités par un informateur du SNR et elles craignent qu'elles soient arrêtées, a déclaré une source sur place. Certains responsables administratifs de Matana ont confirmé l'existence de cette liste noire. Un jeune élève de Matana a été arrêté pour interrogatoire à ce sujet par la police judiciaire, a déclaré l'administration.

### **Trois militaires retraités ex-FAB arrêtés en commune Mabanda, province Makamba**

L'information parvenue à la ligue Iteka en date du 20 décembre 2016, indique qu'en date du 15 décembre 2016, des militaires ex-FAB en pension Edouard Bizimana, Pierre Hatungimana et David Ndashinyuye, ont été arrêtés en commune Mabanda, province Makamba. Selon des témoins, la police a d'abord opéré une fouille perquisition avant d'embarquer les victimes prétextant avoir saisi chez eux des vieilles bottines militaires et des vieux bérets militaires. Au moment où la chambre de conseil du TGI de la province Makamba les a relaxés le 23

décembre 2016, le procureur de la république à Makamba les a maintenus au cachot sous l'ordre d'un responsable provincial du parti au pouvoir, selon une source sur place.

### **Quatre anciens militaires ex-FAB arrêtés en zone urbaine de Kinindo, Mairie de Bujumbura**

Dans la matinée du 2 décembre 2016, la police burundaise a arrêté 4 officiers lors d'une fouille perquisition organisée en zone urbaine Kinindo, Mairie de Bujumbura. Le colonel à la retraite du nom de Masare et trois autres colonels retraités colonel Nshimirimana, colonel Bahenda et colonel Augustin Nshimirimana, tous anciens militaires ex-FAB ont été arrêtés. Chez le colonel Masare, jusqu'ici professeur de mathématique dans des universités locales, la police disait avoir saisi des tenues militaires. Aucune précision sur les objets saisis aux domiciles de ces trois autres anciens officiers de l'armée. Ils ont été relaxés après quelques heures de captivité non fondée, selon des sources sur place.

### **Cinq militaires dont quatre officiers arrêtés après l'attaque armée contre le conseiller à la présidence chargé de la communication**

Juste après l'attaque contre le conseiller Willy Nyamitwe, intervenue en date du 28 novembre 2016, un caporal-chef du nom de Félix Nizigiyimana, ex-FAB, originaire de la colline Gikebuke, commune Rusaka, province Mwaro, a été arrêté en date du 29 novembre 2016, chez lui sur la colline Kinyinya, zone Rukaramu, commune Mutimbuzi, province Bujumbura rural, non loin du lieu du crime. Le commissaire du nom d'Ayubu, bien connu dans des actes de répression contre les opposants politiques du CNDD-FDD a été à l'origine de cette arrestation, dénoncée comme arbitraire et sans preuves visibles par la famille et les voisins.

Deux colonels Nestor Bahati, alias « ça dépend » arrêté le 30 novembre 2016 et Jean Baptiste Miruho, alias « Miros », arrêté le 1<sup>er</sup> décembre 2016, tous des ex-PMPA issus du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, sont poursuivis dans la même affaire de tentative d'assassinat de Willy Nyamitwe, le conseiller principal chargé de la communication du Président Pierre Nkurunziza.

En date du 29 novembre 2016, le capitaine Célestin Iranyibutse, ex-PMPA, a été arrêté chez lui en zone Rubirizi, commune Mutimbuzi province Bujumbura rural. Selon des sources sur place, ces arrestations ont été faites sur mandat du procureur de la république, avant d'être conduits pour être incarcérés dans les cachots du SNR en Mairie de Bujumbura. Les trois officiers sont poursuivis pour « tentative d'assassinat et atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat », pour leur participation à la tentative d'assassinat sur Willy Nyamitwe et pour leurs liens avec les groupes armés qui cherchent à déstabiliser le Burundi, a expliqué à l'AFP un haut gradé de l'armée, sous couvert d'anonymat.

Un autre capitaine du nom de Habonimana a également été arrêté et détenu au SNR dans le même dossier ci- haut évoqué.

Ces officiers supérieurs issus du CNDD-FDD sont arrêtés dans un contexte où des centaines de militaires et policiers ex-FAB font objet de répression par le pouvoir burundais hanté par une rébellion invisible depuis la tentative de coup d'état manqué du 13 mai 2015.

### **Un militaire arrêté en Mairie de Bujumbura**

En date du 8 novembre 2016, Claver Nduwimana, alias Kibago, un caporal-chef de l'armée, chauffeur au bureau du MDNAC, a été arrêté par son commandant du nom de Gustave Ciza, qui l'accusait de port illégal de 2 fusils de type pistolet. Ses frères d'armes ont jugé ces accusations injustes et ont parlé plutôt de montage. Ils ont dit que le pistolet de plus avait été amené par ce même commandant qui avait l'objectif de se débarrasser de ce chauffeur. Le porte-parole de l'armée Gaspard Baratuza a soutenu le commandant Ciza, en affirmant lui aussi que le militaire a été attrapé en possession d'arme non reconnue.

Les mêmes sources indiquent que le détenu est simplement victime de son appartenance au camp des ex-FAB dans le collimateur du pouvoir du CNDD-FDD.

### **Un ex-FAB arrêté en commune Mugongo-Manga, province Bujumbura rural**

En date du 3 novembre 2016, vers 9 heures du matin, un ancien militaire ex-FAB et membre du parti UPRONA du nom de Nicolas Dundaguza, originaire de la colline Mugoyi, zone Ijenda, commune Mugongo-Manga, a été arrêté au centre-ville de la zone Ijenda, commune Mugongo-Manga, province Bujumbura rural. Selon des témoins de la scène, l'administrateur communal de Mugongo-Manga, le prénommé Diomède a donné l'ordre à deux policiers de poste de police Rwibaga de l'acheminer au cachot d'Ijenda accusant la victime d'avoir déchiré un tricot du CNDD-FDD que portait un Imbonerakure de cette même colline, du nom de Steve Ndayizeye. La même source a indiqué que cet Imbonerakure avait juré de faire arrêter cet ex-FAB et que cette accusation n'est qu'un pur montage. En date du 4 novembre 2016, vers 8 heures du matin, il a été conduit au poste de police de Rwibaga où il a été gardé.

### **Un militaire arrêté et torturé au SNR en province Kirundo**

Le caporal Gélase Ndayikeza, âgé de 34 ans, originaire de la colline Kajondi, commune Rutovu, province Bururi qui travaillait au camp Mutwenzi en province Kirundo, s'est plaint d'avoir été violemment battu le 25 octobre 2016, par des agents du SNR au bureau où il était gardé. Selon des sources policières, le caporal Ndayikeza est accusé d'avoir été complice avec un civil du nom d'Ismail Badende résidant au chef-lieu de la commune Kirundo, pour des fins de vol en commune Butihinda et d'avoir tenté de rejoindre les rangs des groupes rebelles. La victime rejette toutes ces accusations et dit être victime du plan désormais bien connu de harcèlement et d'intimidations des militaires et policiers issus des ex-FAB.

### **Un policier arrêté et torturé en province Kayanza**

Charles Ntwaramiheto, un policier ex-FAB, du commissariat de police en province Kayanza, a été arrêté et torturé en date du 18 novembre 2016 par un policier du nom de Felix Gahitira qui agissait sous les ordres du commissaire de police en province de Kayanza, le nommé Ntunzwenimana. Selon des sources sur place, tout a commencé sur une affaire en rapport avec un fusil de type pistolet que Charles Ntwaramiheto avait reçu de son commissariat à Bujumbura. Le commissaire de police à Kayanza voulait que ce pistolet lui soit remis, ce que Charles Ntwaramiheto avait refusé car la décharge devrait se faire au commissariat de police de Bujumbura qu'il lui avait remis cette arme. Le policier a ainsi été arrêté, torturé et conduit au cachot du SNR en province Kayanza. En réalité, estiment ses collègues, le policier est

victime du plan d'arrestation et séquestration de tout ex-FAB, soupçonné d'être contre le 3<sup>ème</sup> mandat du Président Pierre Nkurunziza.

### **Un militaire de grade de colonel ex-FAB arrêté et torturé en Mairie de Bujumbura**

Le colonel Dieudonné Dushimagize, alias Gangi, un ex- FAB et n°2 de la PM en charge de renseignement dans l'armée, a été arrêté en date du 18 novembre 2016, à l'EMG de la FDN. Des sources sur place ont indiqué qu'il a d'abord été incarcéré au cachot de la PM puis, conduit au cachot du SNR où il a été détenu et torturé. Les mêmes sources ont précisé que son arrestation est le fruit d'un montage fomenté autour d'un chauffeur de l'Etat-major qui se serait fait attraper en possession de deux fusils de type pistolet. Ce chauffeur en état d'arrestation aurait accusé le colonel Dieudonné Dushimagize, comme propriétaire de ces armes. Il est poursuivi pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. En réalité, le colonel est victime d'un plan d'arrestation de tout militaire ex-FAB soupçonné être contre le 3<sup>ème</sup> mandat du Président Pierre Nkurunziza, ont confirmé ses collègues interrogés. Il a été transféré à la prison centrale de Mpimba en Mairie de Bujumbura.

### **Trois personnes dont deux militaires ex-FAB arrêtés en province Rumonge**

Trois personnes dont 2 ex-FAB, ont été arrêtées par la police le 21 octobre 2016, et conduites au cachot de police de la commune Burambi, province Rumonge. Les habitants de la localité dénoncent des arrestations arbitraires qui visent des militaires ex-FAB.

### **Un officier de police arrêté et torturé au bureau du SNR en Mairie de Bujumbura**

L'OPP1 Claver Ndayizeye, a été arrêté le 16 septembre 2016 à son poste de police zone Rohero par le commandant zone centre prénommé Léonidas. La victime a été conduite au cachot du SNR en Mairie de Bujumbura où il a subi des tortures.

### **Un sous-officier ex- FAB arrêté en Mairie de Bujumbura**

Un militaire de grade d'Adjudant Hermenegilde Ngirimana, de la brigade Gatumba a été arrêté dans la nuit du 15 septembre 2016, vers minuit à son poste par un agent du SNR connu sous le nom de Joseph Mathias Niyonzima alias Kazungu, selon des sources sur place.

### **Un chef de poste de police arrêté et torturé en Mairie de Bujumbura**

Un chef de poste de police Musaga du nom d'Innocent Girukwigomba issus des ex-FAB a été arrêté, ligoté et torturé le 14 septembre 2016 puis conduit au cachot du SNR en Mairie de Bujumbura. Selon des sources sur place, ce brigadier de la police a été transféré à la prison centrale de Ngozi.

### **Un Sous-Officier, ex- FAB, informaticien à l'Etat-Major de la FDN arrêté et torturé en Mairie de Bujumbura**

L'Adjudant Major Albert Kitaburaza, ex-FAB informaticien à l'Etat-Major Général de la FDN, matricule 3779, enlevé le 16 septembre 2016, a été torturé au cachot du SNR en Mairie de Bujumbura avant d'être transféré à la prison centrale de Ngozi. Selon des sources de ses

collègues, la victime a été accusée d'être contre le 3<sup>ème</sup> mandat du Président Pierre Nkurunziza.

### **Un policier arrêté, torturé en Mairie de Bujumbura**

Un policier ex-FAB du nom de Basile Ndikuriyo alias Karegeya Gahungu, affecté au commissariat Municipal, a été arrêté et torturé le 15 septembre 2016 par Alfred Museremu, commandant du PSR puis livré au SNR où il a subi des actes de tortures. Il a par la suite été transféré à la prison centrale de Ngozi.

### **Deux militaires arrêtés et torturés en Mairie de Bujumbura**

Deux militaires de grade de sous-officiers Adjudant Thadée Gahungu, matricule 4105 et Adjudant Ferdinand Masabo ont été arrêtés le 13 septembre 2016 puis conduits au cachot du SNR où ils ont subi des actes de tortures. Ils ont par la suite été transférés à la prison centrale de Ngozi. Ces derniers étaient au poste d'attache dans la localité de la réserve Rukoko située en province Bubanza. Ils venaient d'être appelés par leur chef hiérarchique, le Major Nikoyagize qui les a livrés au SNR, selon des sources sur place. Le Colonel Ignace Sibomana, chargé des renseignements militaires et le Lieutenant-Général Prime Niyongabo, Chef d'Etat-Major Général de l'armée, sont les commanditaires du plan, selon ces mêmes sources. Elles ont indiqué également qu'au moins 100 militaires dont certains qui sont en mission de maintien de la paix, sont sur une longue liste des candidats à la mort.

### **Des fouilles perquisitions sur les domiciles des militaires en mission de maintien de la paix à l'étranger**

Dans la matinée du 13 septembre 2016, des fouilles perquisitions ont été organisées dans les ménages des officiers de l'armée en mission de maintien de la paix, résidant à la 8<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> avenue de la zone urbaine Musaga. La PM a d'abord procédé aux arrestations des travailleurs domestiques qui ont été sommés d'indiquer l'emplacement des parcelles de militaires ex-FAB.

Selon des sources sur place les ménages du Major Cubahiro, en mission en somalie et du Capitaine Kazoviyo Etienne en Centre Afrique, ont été principalement visés par les fouilles perquisitions, à la 8<sup>ème</sup> avenue Musaga. Des effets militaires, des bottines et un lit de campagne ont été saisis. Certains officiers présents lors de la fouille ont eu le courage de refuser l'accès à cette PM enragée, selon des témoins sur place. D'autres militaires ex-FAB qui étaient sur la liste des ménages ciblés avaient pris le soin de déménager de cette zone de Musaga, en proie à une répression policière et militaire sanglante, selon les mêmes sources.

### **Un militaire de grade de capitaine arrêté et torturé en province Gitega**

Un capitaine de l'armée nationale, le prénommé Elie du Camp Mwaro, en province Mwaro, a été arrêté par la police et conduit manu militari au cachot du commissariat de police en province Gitega. Selon des sources sur place, cet officier de l'armée venait de faire objet d'une attaque armée. Il avait été blessé à la jambe dans la nuit du 27 août 2016 par des individus non identifiés munis de couteaux, à la 3<sup>ème</sup> avenue du quartier Nyamugari, en commune et province Gitega. Pour se défendre, il avait tiré en l'air pour disperser ses adversaires afin de sauver sa peau. La police est intervenue très rapidement, a désarmé l'officier et l'a incarcéré au commissariat provincial pour être interrogé.

D'après des analystes avisés, un capitaine de l'armée ne peut être traité de cette manière par la police. Cette arrestation a été interprétée et dénoncée comme allant dans la logique de répression contre des militaires qui sont soupçonnés de ne pas soutenir le 3<sup>ème</sup> mandat du Président Pierre Nkurunziza. Selon des sources sur place, les hommes armés de couteaux qui ont attaqué ce militaire étaient des membres de la ligue des jeunes Imbonerakure impliqués dans le complot contre des militaires ex-FAB présumés ne pas soutenir le régime.

### **Un militaire ex-FAB démobilisé arrêté et détenu au cachot de la PSI en province Gitega**

Un militaire ex-FAB démobilisé du nom de Félix Ndereyimana, âgé de 34 ans, résidant à Mugano, zone Mahonda, commune Buraza, province Gitega a été arrêté et torturé en date du 23 août 2016. Rencontré au cachot de la PSI Gitega, il a déclaré avoir été accusé de revenir de la Tanzanie. Il a affirmé avoir été incarcéré dans ce pays depuis 2009, accusé d'irrégulier.

### **Un Major ex-FAB arrêté à l'Aéroport International de Bujumbura**

En date du 21 août 2016, le Major Emmanuel Nzigamasabo, ex-FAB du camp militaire DCA, a été arrêté après sa garde vers le matin, sur une position militaire située à l'Aéroport International de Bujumbura. Selon des sources sur place, il a été conduit et détenu au cachot de la PM. Les mêmes informations ont indiqué que le Major Emmanuel Nzigamasabo, avait prévenu sa femme d'une convocation envoyée par cette même police.

### **Un militaire de grade de Major torturé et arrêté au chef-lieu de la province Gitega**

En date du 20 août 2016, des agents de l'API ont battu, ligoté et arrêté le Major Clément Hamenyimana alias Kirima, commandant en second du camp Ruyigi issu de la 32<sup>ème</sup> promotion de l'ISCAM. La scène a eu lieu devant sa famille, à son domicile situé dans le quartier Shatanya I, au centre-ville de la province Gitega. Il a, par la suite, été embarqué dans un véhicule de police par six agents de la police API.

D'après sa famille, l'Officier avait eu, la veille de cet incident, une discussion houleuse avec un agent de l'API dans un kiosque du quartier. La discussion avait failli tourner en confrontation. Les mêmes sources ont indiqué que cet Officier arrêté sans mandat a par la suite été libéré après plusieurs heures d'interrogatoire par le commissaire de police provincial de Gitega. Il a par la suite déserté son service, selon des sources sur place.

### **Un policier et un militaire arrêtés en commune Nyanza-Lac, province Makamba**

Un étudiant de l'ISCAM du nom de Martin Katihabwa et un policier de la BAE prénommé Alexis ont été arrêtés le 14 août 2016 en commune Nyanza-Lac, province Makamba. Selon des sources sur place, les victimes étaient en provenance de la ville de Bujumbura, des policiers les avaient sortis d'un véhicule de transport et les avaient conduits au cachot du SNR avant de les transférer à la prison centrale de Gitega.

### **Un commissaire de police arrêté et détenu en province Cankuzo**

Le sous-commissaire OPC2 Eric Niyonkuru, chargé de la protection civile a été accusé d'attentat contre le responsable du SNR à Cankuzo, Nicaise Mugande et du commissaire provincial OPC1 Barandereka à Cankuzo. Il a été détenu au cachot du commissariat de police en province Cankuzo, le 3 août 2016. Des sources sur place ont indiqué que son

emprisonnement avait suscité des interrogations. Le détenu disait être victime d'un montage de la part du responsable du SNR dans cette province.

Selon lui, il était détenu injustement et sans comparaître devant les juridictions alors qu'il avait déjà dépassé les délais légaux de la garde à vue. Il avait exprimé son indignation devant le chef SNR Nicaise Mugande qui lui avait, plutôt surpris en date du 2 août 2016 et lui avait arraché le pistolet avant de simuler une attaque. Pour la victime, c'était un complot mené contre lui par ce qu'il est issu du mouvement rebelle FNL. Les mêmes sources ont indiqué qu'il a bénéficié de la liberté provisoire en date 21 août 2016.

### **Un militaire ex-FAB arrêté en zone urbaine de Kanyosha, Mairie de Bujumbura**

En date du 25 juillet 2016, un militaire ex-FAB de grade de Capitaine, Directeur de l'ETSO Bubanza, le nommé Daniel Naramba, a été arrêté chez lui en zone urbaine de Kanyosha. Selon des sources de ses collègues, la victime a été conduite et détenue au cachot de la PM. Cette arrestation rentre dans le cadre d'une vague d'arrestations des ex-FAB accusés d'être contre le 3<sup>ème</sup> mandat du Président Pierre Nkurunziza.

Ces mêmes sources ont indiqué que ce militaire, réputé intelligent et brave, était craint par ses chefs de l'Etat-Major. Ces derniers auraient voulu se débarrasser de ce militaire parce qu'ils redoutaient sa capacité d'organiser les autres dans des actions de subversion.

### **Un militaire du grade de sous-lieutenant arrêté en commune Gihosha, Mairie de Bujumbura**

En date du 22 juillet 2016, le Sous-Lieutenant Eric Ndayishimiye, alias Gicu, candidat de la 43<sup>ème</sup> promotion de l'ISCAM a été arrêté par des agents du SNR et embarqué à bord d'une camionnette double cabines à vitres teintées. Les sources sur place ont indiqué que la victime se trouvait devant les enceintes de l'hôpital Militaire de Kamenge où elle était venue se faire soigner.

### **Un démobilisé ex-FAB arrêté en zone urbaine de Nyakabiga, Mairie de Bujumbura**

En date du 20 juillet 2016, des agents du SNR commandés par Mathias Joseph Niyonzima, alias Kazungu, ont arrêté le prénommé Placide Niragira, ex FAB, résidant au quartier Nyakabiga II, en zone urbaine de Nyakabiga. Cet ex-FAB arrêté aurait été accusé d'être parmi ceux qui attaquaient les positions policières après les manifestations contre le troisième mandat du Président Pierre Nkurunziza, fortement réprimées par l'armée et la police burundaise. Des témoins proches de la victime ont affirmé que Placide avait été ciblé dans le cadre d'un plan de complot contre les anciens FAB en activité ou en retraite. Ce complot a effectivement déjà fait des victimes dans le camp des anciens militaires FAB. Les sources sur place ont indiqué que la victime avait été conduite au cachot du SNR en Mairie de Bujumbura.

### **Trois personnes dont un ex FAB arrêtées en commune Gihanga, province Bubanza**

En date du 20 juillet 2016, trois personnes dont un ex-FAB Théodore Nsengiyumva, élu local, Emmanuel Nibaruta, représentant du MSD dans cette localité et Gérard Nsabimana, un pasteur, tous originaires de la zone Buringa, commune Gihanga, province Bubanza, ont été arrêtés par des policiers qui n'avaient pas de mandat d'arrêt. Ils ont été vite transférés au



cachot de police en province de Bubanza, le 21 juillet 2016. Les raisons de ces arrestations n'avaient pas été révélées par la police mais des sources sur place ont indiqué que les victimes étaient accusées de faciliter et de participer dans des attaques rebelles.

### **Un jeune officier de l'ISCAM arrêté en voyage de fin d'études**

En date du 12 juillet 2016, Thérance Bizoza, un jeune Officier de grade de Sous- Lieutenant de l'Académie Militaire 42<sup>ème</sup> promotion ISCAM, a été arrêté alors qu'il se déplaçait avec ses collègues en voyage de fin d'études. Selon des sources sur place, un message a été envoyé à son sujet par le G2 de l'Armée au moment où le cortège des voyageurs d'études arrivait au niveau de la province Kayanza. Le message ordonnait que ce jeune officier soit descendu du véhicule pour être directement acheminé vers Bujumbura. La victime a été conduite au cachot du service de renseignement de la PM.

### **Un ex-FAB arrêté à Murago, commune Matana, province Bururi**

Au début de la semaine du 27 juin 2016, le nommé Ferdinand Soferi, ex-FAB, âgé de 68 ans, a été arrêté à son domicile à Murago, commune Matana, province Bururi, par la police qui l'a détenu à la Brigade de Matana avant de le transférer au cachot du SNR en Mairie de Bujumbura, le 1<sup>er</sup> juillet 2016. Selon des sources sur place, une fouille perquisition avait été organisée chez lui mais rien n'avait été trouvé de compromettant, ce qui n'avait pas empêché qu'il soit arrêté.

### **Cinq personnes dont deux ex-FAB démobilisés arrêtés et torturés en commune Mugamba, province Bururi**

Deux démobilisés ex-FAB, Adolphe Niyongabo et Ntavyibuha ainsi que 3 jeunes hommes ont été arrêtés et torturés, en date du 23 juin 2016 par la police sur la sous colline Muhabo, colline Nyakimonyi, en zone Vyuya, commune Mugamba, province Bururi. Les victimes ont été incarcérées dans le cachot de la commune Mugamba, accusées d'être des rebelles qui attaquaient les policiers et les militaires.

Selon des sources sur place, des policiers et des militaires de cette position justifiaient ces nouvelles vagues d'opération d'arrestations en arguant que ces gens travaillaient avec le chef de colline répondant au prénom de Gordien chez lequel une arme Kalachnikov aurait été trouvée.

La population parlait d'un montage fabriqué de toutes pièces dans l'unique objectif d'arrêter les jeunes et les ex-démobilisés de cette localité.

Des Imbonerakure, en l'occurrence le directeur de l'E.P Nyakimonyi, le nommé Niyondiko et un certain Alexis alias Bihanga de l'OTB de Tora, étaient derrière ces arrestations, selon les habitants de la localité. C'était aussi à la suite d'une embuscade tendue à au moins 7 véhicules dans la même localité où des hommes armés avaient pillé de l'argent et d'autres biens avant de s'éclipser dans la nature. Cette embuscade a été attribuée à des policiers et des militaires, selon des sources sur place et certaines victimes de l'incident.

### **Un militaire ex FAB arrêté en commune Mugamba, province de Bururi**

En date du 9 juin 2016, vers le matin, Jean Berchmans Shabandi, un militaire pensionné ex-FAB et Augustin Nkuzimana, directeur de l'EP de Ruko, ont été arrêtés par la police. Ils étaient soupçonnés de complicité avec les groupes armés, selon les sources sur place

### **Un militaire arrêté à l'Aéroport International de Bujumbura**

Dans la matinée du 5 juin 2016, Adjudant Major Godefroid Hicuburundi du 31<sup>ème</sup> bataillon AMISOM, a été arrêté dès son arrivée à l'Aéroport International de Bujumbura par le SNR. Il a été incarcéré dans le cachot de la PM, selon les sources sur place.

### **Un policier arrêté en commune Matana, province Bururi**

Le policier nommé Jean Paul Nimubona, du grade de brigadier, affecté au poste de police au chef-lieu de la commune Burambi, a été arrêté en date du 2 juin 2016. Il a été arrêté en commune Matana, province Bururi, accusé d'enregistrer dans son téléphone un discours du ministre de la sécurité publique, Alain Guillaume Bunyoni qui tenait une réunion dans cette commune à l'intention des représentants de la police œuvrant dans la région sud. Sa famille a dénoncé une détention illégale dans la mesure où le policier ne connaissait même pas l'infraction pour laquelle il était poursuivi et en plus, les délais de la garde à vue ont été largement dépassés en violation de l'article 34 du Code de Procédure Pénale Burundais

### **Un militaire arrêté par des policiers en province Cankuzo**

Dans la nuit du 28 mai 2016, un militaire qui était en campement tout près du stade de Cankuzo pour les exercices militaires, a été arrêté et mis au cachot par des policiers de Cankuzo. Il allait pourtant rendre visite à sa famille, à quelques mètres du site de campement. Il a été libéré la même nuit sous pression de ses collègues.

### **Un ex-FAB en retraite arrêté et battu par un chef de poste de police en province de Rutana**

En date du 9 avril 2016, le nommé Hilaire Sindayigaya, pensionné militaire, âgé de 49 ans, a été arrêté et battu par le chef de poste de police sur la colline de Munyika, en commune de Mpinga-Kayove de la province de Rutana. Le chef de poste accusait ce retraité militaire de détenir des armes à feu. Le policier lui a retiré l'imperméable militaire qu'il portait avant de le mettre dans le cachot de la commune. Une fois libérée, la victime a porté plainte chez l'OPJ de poste de police de Mpinga-Kayove pour qu'elle soit rétablie dans ses droits.

### **Deux militaires démobilisés ex-FAB, arrêtés en commune de Burambi, province Rumonge**

En commune de Burambi, province de Rumonge, 8 personnes ont été arrêtées consécutivement à une attaque des hommes armés sur une position de police. Parmi elles, une femme prénommée Eugénie, deux ex-FAB et Alfred Dusengimana âgé de 14 ans et Thierry Ndayizeye de 17 ans, fils d'un retraité ex-FAB, le nommé Niyongabo Côte. Les familles des anciens FDN ont été la cible de ces arrestations arbitraires. Les observateurs soupçonnaient la mise en œuvre du plan de répression contre les militaires de la FDN et l'opposant anti troisième mandat du Président Pierre Nkurunziza.

### **Un militaire arrêté à Mutakura, zone urbaine de Cibitoke, Mairie de Bujumbura**

En date du 9 janvier 2016, un militaire ex-FAB du nom d’Innocent Manirambona, un sous-officier du camp Gakumbu, a été arrêté. Il a été conduit dans le cachot de la PM.

### **Deux étudiants de l’ISCAM arrêtés en Mairie de Bujumbura**

En date du 10 décembre 2015, Olivier Ndiwokubwayo et Epaphrodite Ntakarutimana, deux sous-lieutenants étudiants à ISCAM ont été arrêtés par la PM. Un message sur whatsapp a été à l’origine de leur arrestation comme l’ont rapporté les autres étudiants.

### **Un Docteur ex-FAB arrêté à Kigobe, Mairie de Bujumbura**

Le Docteur Ntasumbumuyange, un ancien officier de l’armée burundaise a été arrêté par les agents de l’API et des militaires dans la journée du 11 décembre 2015. L’arrestation s’est passée devant son domicile à Kigobe mais il a été relâché par après.

### **Quatre militaires arrêtés pour assassinat du Général de Brigade Athanase Kararuzza, victimes d’un procès expéditif**

Après l’assassinat du Général de Brigade Athanase Kararuzza, le 25 avril 2016, quatre militaires dont 2 ex-FAB et 2 ex-PMPA, ont été arrêtés. Ils ont été victimes d’un procès expéditif par le parquet de la république à Bujumbura, en violation des normes d’un procès équitable. En effet, les 4 militaires ont été transférés à la prison centrale de Mpimba le lendemain du coup sans qu’il y ait des enquêtes objectives sur les faits. Il s’agissait du caporal-chef Prosper Nikoyagize, caporal-chef Leonidas Bibonimana, caporal-chef Roger Gateretse et caporal Viateur Nduwimana. Les deux derniers étaient chargés de la sécurité chez le Général Fabien Nzisabira qui habite non loin du lieu du crime et étaient victimes d’avoir suivi le déroulement de cette attaque, selon des sources sur place.

### **Un policier arrêté et torturé en zone urbaine de Cibitoke, Mairie de Bujumbura**

En date du 6 janvier 2016, deux corps d’hommes emballés dans des sacs ont été trouvés dans la rivière Nyabagere en zone urbaine de Cibitoke. Ainsi, 30 personnes ont été arrêtées dans le quartier de Mutakura notamment à Kinyankonge. Parmi les personnes arrêtées, il y avait un OPJ prénommé Evariste qui travaillait à Ngagara et habitant tout près de la rivière Nyabagere, une femme prénommée Gloriose travaillant à l’ONATEL, un certain Nizeye, agent de la CECAD, ainsi que 9 personnes qui extrayaient du sable dans la rivière Nyabagere, des conducteurs de taxis vélos et un vendeur des articles près de la rivière. Certaines personnes ont été tabassées, couchées par terre sur le ventre, avant d’être embarquées. Les mêmes sources ont indiqué que ces personnes embarquées ont été transférées à la prison centrale de Mpimba en date du 12 janvier 2016.

## ***IV. DES CAS DE MILITAIRES ET / OU POLICIERS VICTIMES D’ATTQUES ARMEES***

### **Un militaire blessé en province Mwaro**

Dans la nuit du 17 au 18 octobre 2016, un militaire du camp Mwaro a été grièvement blessé par un groupe de 3 militaires armés de baïonnette. En effet les sources proches de la victime

ont dit qu'il rentrait du centre Mwaro vers 23 heures. Arrivé à moins de 100 m du camp, il a été tabassé et blessé à la baïonnette par ses camarades. Les auteurs présumés du crime l'ont laissé gisant dans le sang, près de la route croyant l'avoir tué. Le lendemain, il a été retrouvé encore en vie et a été directement conduit à l'hôpital militaire de Kamenge.

### **Attaque à la grenade contre un officier de l'armée burundaise en zone urbaine de Kinama, Mairie de Bujumbura**

Un officier œuvrant à l'Etat-major de l'armée a été victime d'une attaque à la grenade dans un bar dans la soirée du 13 septembre 2016 dans le quartier Carama, zone urbaine de Kinama en Mairie de Bujumbura. L'explosion a eu lieu à côté d'un conteneur qui abrite une buvette qui se trouve dans une parcelle appartenant au président de l'APRODH, Pierre Claver Mbonimpa en exil. Deux personnes dont l'épouse de l'officier ont été blessées. L'officier visé venait juste de quitter sa chaise pour régler la facture.

### **Un officier de police blessé en zone urbaine de Gihosha, Mairie de Bujumbura**

En date du 25 août 2016, l'OPC1, prénommée Carine a été blessée lors d'une attaque menée vers 21 heures par des hommes armés en zone urbaine de Gihosha, Mairie de Bujumbura.

### **Un ex-FAB attaqué et sa femme tuée en commune Matana, province Bururi**

En date du 8 juin 2016, vers 19 heures, un ex-FAB nommé Niyonkuru, a été attaqué chez lui par des hommes armés sur la colline Sakinyonga, zone Gasibe, commune Matana, province Bururi. La victime a eu une discussion violente avec ces hommes armés et lorsque son épouse est sortie de la maison pour voir ce qui se passait, ces derniers l'ont tiré dessus et elle est morte sur le champ. Ces malfaiteurs se sont enfuis et ont volé sur leur passage, 300 000 fbu à un commerçant des environs.

### **Un colonel de l'armée burundaise attaqué à la grenade en Mairie de Bujumbura**

En date du 6 juin 2016, un colonel de l'armée burundaise du nom Emmanuel Nibizi a été attaqué à la grenade devant les bureaux de la police de roulage sur l'avenue du peuple Murundi, à bord de son véhicule, selon nos sources sur place. Il a été grièvement blessé au niveau des jambes. Le porte-parole de la police a indiqué que l'auteur était à bord d'une moto.

### **Trois militaires échappés à une tentative d'enlèvement à Cankuzo**

Dans la nuit du 28 mai 2016 vers 20 heures, sur la colline, zone, commune et province de Cankuzo, trois militaires ont failli être enlevés par le député Anglebert Ngendabanka avec ses trois policiers garde du corps. C'était au marché de Cankuzo centre où ces militaires attendaient le véhicule de leur commandant mais ils ont été surpris par une voiture de type TI du député Anglebert et il a intimé à ces militaires, qui étaient sans armes, l'ordre de monter dans sa voiture. Ces derniers ont fui vers un cabaret qui était tout près d'eux mais ce député avec sa garde ont défoncé la porte de ce cabaret pour attraper ces militaires. Ces derniers ont résisté en échangeant des coups de poing avec ce député et sa garde. Les militaires qui étaient aux environs, travaillant au CECAD, sont intervenus. A ce moment, le commandant du camp Mutukura et le sous commissaire PSI sont arrivés, Anglebert et sa garde se sont empressés de quitter le lieu. Les militaires agressés, sont rentrés avec leurs collègues, sains et saufs, au camp Mutukura.

### **Un policier blessé par grenade en zone urbaine de Ngagara, Mairie de Bujumbura**

En date du 27 mai 2016, vers 19 heures 30 minutes, un policier a été blessé par une grenade qui a été lancée au quartier IX de la zone urbaine de Ngagara, en Mairie de Bujumbura, tout près du domicile du porte-parole du parti CNDD-FDD, Honorable Gélase Ndabirabe. Celui qui a lancé la grenade l'a fait à partir d'une maison en chantier qui se trouve en face du domicile ciblé. Le porte-parole de la police avait pourtant affirmé que cette grenade n'a pas été lancée en direction de la demeure de l'Honorable Gélase Ndabirabe.

### **Un officier de police blessé en commune Mutimbuzi, province Bujumbura rural**

Dans la nuit du 24 avril 2016, OPC2 Donatien Ndabigeze a fait objet d'une attaque à main armée à son domicile situé à Gatunguru, dans la commune de Mutimbuzi en province de Bujumbura Rural. Son épouse Jacqueline Gahimbare et son visiteur ont été tués lors de cette attaque perpétrée par un groupe de gens armés de fusils non identifiés. L'officier a tenté de résister contre cette attaque mais il a été grièvement blessé aux jambes.

### **Un militaire blessé en commune Busoni, province de Kirundo**

En date du 27 avril 2016, vers 19 heures, dans la province de Kirundo, commune Busoni, colline Nyarunazi, deux grenades ont été explosées par des inconnus. Un militaire, en congé, du nom de Juvénal Nshimirimana, natif de cette colline, issu du 221<sup>ème</sup> Bataillon de la province de Ruyigi et Rukazantwari, son voisin ont été blessés par les éclats de grenades. Ils ont été évacués à l'hôpital de Kanyinya. Un ami des victimes, le nommé Niyongabo, a été arrêté par la police. D'après les victimes et leurs familles, l'arrestation de Niyongabo pouvait être une manœuvre de la police pour fausser les enquêtes sur les vrais auteurs de ce crime.

### **Un officier de la FDN capturé par un mouvement armé FNL puis libéré en commune Gihanga, province Bubanza**

Un officier de la FDN de grade de Lieutenant du nom d'Alexis Irambona a été capturé lors des combats entre l'armée et cette rébellion, le 23 mars 2016 dans la forêt de Rukoko. Le capturé a été remis, indemne, aux agents du CICR-Congo, en date du 22 avril 2016, selon le porte du FNL.

### ***V.DES CAS DE PERSONNES TUEES ET/OU CADAVRES EN TENUE MILITAIRE OU POLICIERE DONT CERTAINS NON IDENTIFIES***

#### **Un militaire tué en zone urbaine de Ngagara, Mairie de Bujumbura**

En date du 9 décembre 2015, une personne en tenue militaire a été tuée par des policiers au quartier IV (Boulevard Buconyori), zone urbaine de Ngagara, commune Ntahangwa, Mairie de Bujumbura, selon des sources sur place.

#### **Un corps sans vie d'une personne en tenue policière retrouvé à Musaga, Mairie de Bujumbura**

En date du 8 décembre 2015, un corps sans vie d'une personne en tenue policière a été retrouvé dans le quartier Gikoto de la zone urbaine de Musaga, commune Muha, Mairie de Bujumbura.

### **Trois cadavres en uniformes de l'API retrouvées mortes après une attaque armée en zone urbaine de Bwiza, Mairie de Bujumbura**

En date du 4 décembre 2015, trois personnes ont été tuées par des hommes armés non identifiés lors d'une attaque armée dirigée contre un véhicule du Général Christophe Manirambona alias Wakenya, en zone urbaine de Bwiza, commune de Mukaza, Mairie de Bujumbura. Du flou a plané sur l'identité des victimes car ces dernières personnes étaient en uniformes de l'API mais des sources sur place ont indiqué que les victimes étaient des civils engagés à la documentation. L'assassinat de ces trois personnes a été planifié par le SNR, selon des sources sur place.

### **Un policier tué en commune Matana, province Bururi**

En date du 9 décembre 2015, un policier a été tué par des hommes armés non identifiés en zone Kinyinya, commune Matana, province Bururi.

### **Un policier tué en commune Gisuru, province Ruyigi**

Dans la nuit du 23 au 24 novembre 2015, trois personnes dont un policier, un civil prénommé Melchisedeck et une autre personne non identifiée ont été tués par un groupe armé au centre Gacokwe, zone Ndemeka, commune Gisuru, province Ruyigi.

### **Un policier tué en zone urbaine de Musaga, Mairie de Bujumbura**

Dans la nuit du 15 au 16 novembre 2015, un policier a été tué par des hommes armés non identifiés lors d'une attaque visant la position policière, au quartier Kinanira dans un endroit communément appelé « Kwa Vyisi », zone urbaine de Musaga, commune Muha, Mairie de Bujumbura.

### **Trois policiers blessés en zone urbaine de Kanyosha, Mairie de Bujumbura**

La nuit du 17 avril 2016, une grenade a été lancée au quartier Kajiji en zone urbaine de Kanyosha faisant 6 personnes blessées dont trois policiers. Les auteurs de cette attaque n'ont pas été identifiés. Dans la même nuit, des tirs nourris ont été entendus dans le quartier de Kibenga. Des tirs nourris ont été également entendus dans la nuit du 18 avril 2016 dans les zones urbaine de Kinama, Jabe, Bwiza et Kamenge.

### **Un militaire en zone urbaine de Musaga, Mairie de Bujumbura**

En date du 28 avril 2016, vers 22 heures, 7 personnes ont été tuées au cours d'une attaque armée qui avait ciblé une buvette se trouvant dans le quartier Gitaramuka, en zone urbaine de Musaga. Parmi les victimes de cette attaque, se trouvait le chef de poste militaire de la localité connu pour être responsable de plusieurs exactions contre les opposants du 3<sup>ème</sup> mandat du Président Pierre Nkurunziza, selon des sources sur place. Les mêmes sources ont indiqué que deux Imbonerakure qui étaient avec ce militaire, ont été également tués au cours de cette attaque. D'autres victimes, dont deux femmes et deux enfants, ont été aussi emportées par cette attaque. Les auteurs de l'attaque portaient des imperméables policiers et se sont repliés sans être identifiés, selon les mêmes sources.

### **Un OPJ blessé en commune Burambi, province Rumonge**

Un OPJ a été blessé au cours d'une attaque armée menée en date du 11 mars 2016 à Murago en commune Burambi, L'attaque a fait 2 morts et 4 blessés dont le policier, selon des sources sur place.

### **Un policier tué en zone urbaine de Nyakabiga, Mairie de Bujumbura**

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 décembre 2015, un policier non identifié a été tué lors de la patrouille nocturne à la 10<sup>ème</sup> avenue du quartier II de la zone urbaine de Nyakabiga, en Mairie de Bujumbura. Trois autres civils ont été blessés au cours de cette attaque.

### **Un policier tué en zone urbaine de Musaga, Mairie de Bujumbura**

Dans la nuit du 15 au 16 novembre 2015, un policier non identifié a été tué fusillé par un groupe armé qui avait attaqué une position de police situé au quartier Kinanira, de la zone urbaine de Musaga, Mairie de Bujumbura, à l'endroit communément appelé « Kwavyisi ».

### **Un policier tué en zone urbaine de Musaga, Mairie de Bujumbura**

Dans la nuit du 24 au 25 octobre 2015, un policier non identifié a été tué lors d'une attaque armée contre une position de police en zone urbaine de Musaga, commune Muha, Mairie de Bujumbura.

### **Un policier retrouvé mort en zone urbaine de Ngagara, Mairie de Bujumbura**

Dans la matinée du 19 octobre 2015, un policier non identifié a été retrouvé mort à côté de l'EP du quartier III de la zone urbaine de Ngagara, commune Ntakangwa, Mairie de Bujumbura.

### **Trois policiers retrouvés morts ligotés en zone urbaine de Ngagara, Mairie de Bujumbura**

En date du 18 octobre 2015, trois policiers non identifiés ont été retrouvés morts ligotés au quartier III de la zone urbaine de Ngagara, commune Ntakangwa, Mairie de Bujumbura, tout près du domicile du journaliste de la RTNB Christophe Nkezabahizi, décimé avec toute sa famille en date du 13 octobre 2015.

### **Un policier tué en zone urbaine de Musaga, Mairie de Bujumbura**

Dans la nuit du 15 au 16 octobre 2015, un policier non identifié a été tué fusillé lors d'une attaque armée contre une position de police située à l'endroit appelé communément « kuri OTRACO » du quartier Kinanira de la zone urbaine de Musaga, commune Muha, Mairie de Bujumbura.

### **Trois militaires tués en zone urbaine de Kinindo, Mairie de Bujumbura**

Trois militaires ont été tués en date du 11 septembre 2015 lors d'une attaque armée contre le convoi du chef d'Etat-major général de la FDN, le Général-Major Prime Niyongabo, tout près

de l'école internationale en zone urbaine de Kinindo, Mairie de Bujumbura. Cette attaque a fait 6 morts dont 3 militaires de l'armée régulière.

### **Trois policiers tués en zone urbaine urbaine de Kamenge**

En date du 2 août 2015, trois policiers gardes de corps du Lt.Général Adolphe Nshimirimana ont été tués tout près de l'Hôpital Roi Khaled en zone urbaine de Kamenge, Mairie de Bujumbura lors d'une attaque armée à la roquette qui a emporté aussi cet ancien patron du SNR.

## **VI. DES CAS DE JUSTICE EQUITABLE**

### **Violations des procédures judiciaires contre des militaires et policiers ex-FAB**

Arrêtés au mois de juillet 2016, cinq militaires ex-FAB : le Capitaine Daniel Naramba, le Lieutenant Mélance Havugiyaremye, 1<sup>er</sup> Sergent Major Nizigiyimana, 1<sup>er</sup> Sergent Major Havyarimana et 1<sup>er</sup> Sergent Bizindavyi, tous militaires ex-FAB de la composante sociale Tutsi, ont passé 3 mois au cachot de la PM en Mairie de Bujumbura.

L'infraction pour laquelle ils sont poursuivis a changé, au cachot de la PM, l'infraction était « trahison au rang de l'armée » et au bureau du SNR, l'infraction est devenue « Atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat et détention illégale d'armes », selon des informations recueillies sur place.

Depuis leur arrestation, des violations de la procédure ont été signalés. Au lieu d'être interpellés étant libres pour répondre aux charges qui pesaient sur eux conformément à l'article 110 du CPP burundais qui stipule que « *La liberté étant la règle et la détention l'exception* », ils ont été conduits au cachot de la PM où ils ont passé plus de trois mois en violation de l'article 34 du CPP burundais qui stipule que : « *La garde à vue de la police judiciaire, ne peut excéder sept jours francs, sauf prorogation indispensable décidée par l'Officier du Ministère Public ayant comme limite maximale le double de ce délai* ».

Au lieu d'être transférés à l'auditorat militaire en charge de la justice militaire ou au parquet en cas de complicité avec des civils, les 5 militaires ont été transférés au SNR, une police attachée à la présidence, alors que les deux polices en ont la même compétence en violation de l'article 37 du CPP burundais qui stipule que : « *Dès que l'enquête a été établi à l'encontre d'une personne gardée à vue des indices graves et concordants de nature à motiver son inculpation, l'auteur présumé de l'infraction ne peut plus être entendu dans le cadre de la garde à vue à laquelle il doit être mis fin. Il doit être conduit sans délai devant le procureur de la République qui décide de sa libération ou de son transfert dans un établissement pénitentiaire.*»

Malgré toutes ces irrégularités qui constituent une violation de la procédure et qui donnent lieu à l'application de l'article 112 du CPP burundais qui stipule que « *Aucune affaire ne peut être fixée avant que la procédure de contrôle de la régularité de la détention ne soit épuisée. La mainlevée de la détention préventive est d'office prononcée par le Juge en cas d'irrégularité de la détention* », ils ont été transférés en prison centrale de Rumonge.



Un autre dossier pour cette période concerne cinq militaires et deux policiers qui ont comparu les 10 et 11 octobre 2016 dans le procès RPC 466, RMPG 704/ MPC sur l'assassinat du Lieutenant Général Adolphe Nshimirimana, en audience publique au TGI de Ntahangwa siégeant en itinérance au TGI de Gitega. Le dossier date du 2 août 2015 et les prévenus restent en détention préventive.

Les prévenus poursuivis dans ce dossier et qui avaient tous comparu sont Mathias Miburo, policier, Ernest Nyabenda, militaire, J. Claude Muhimpundu, militaire, Alexis Sebahene, militaire, Philibert Niyonkuru, policier, Rénovat Nimubona, policier, Cadeau Bigirumugisha, militaire et Patrick Nsengiyumva, militaire.

Ces prévenus étaient assistés de leurs conseils, Maître Désiré Nduwimana, Maître Ysé Ndiokubwayo et Maître Fernand Dior Remesho. Après avoir entendu les accusations du Ministère Public et les moyens de défense des prévenus, le siège a pris la cause en délibéré. Signalons que l'OMP avait basé ses accusations sur des témoignages mais que ses témoins n'avaient pas comparu. L'OMP a fait comprendre au tribunal qu'ils ont eu peur pour leur sécurité. Il a ainsi remis au tribunal un élément sonore en indiquant que les voies étaient celles de ces prévenus lorsqu'ils se vantaient dans un cabaret du quartier Buyenzi en Mairie de Bujumbura, qu'ils venaient de mettre fin à la vie d'Adolphe Nshimirimana. Le tribunal a également écouté les témoins des prévenus.

Les prévenus qui ont rejeté tout en bloc les charges qui pèsent sur eux. Ils ont récusé l'audio et dénoncé le manque de preuves et de témoins du côté de l'OMP.

Précisons que Rénovat Nimubona, un des auteurs présumés, a été tué en date du 13 décembre 2016 dans un complot du SNR qui visait à effacer les traces sur le dossier de cet assassinat, selon des sources recueillies au sein du SNR. Son corps a été retrouvé en date du 14 décembre 2016 dans une vallée séparant les quartiers Shatanya du centre-ville de Gitega et Mushasha.

L'autre dossier sous la responsabilité du TGI Ntahangwa, concerne 18 militaires arrêtés en date du 14 septembre 2016 et transférés les uns, en date du 22, d'autres en date du 27 septembre 2016 à la prison centrale de Ngozi, accusé de PBA au moment où ils ont été arrêtés à leurs services. Ces détenus sont dans le même dossier que l'adjudant Eddy Claude Nyongera, assassiné dans les bureaux du SNR, en Mairie de Bujumbura.

Les DDHs s'étonnent de voir que le code pénal militaire qui stipule que les militaires doivent être jugés dans des juridictions militaire, n'ait plus de place dans ce secteur. Ce code pénal militaire stipule que les militaires peuvent être poursuivis devant les juridictions ordinaires uniquement lorsqu'ils ont commis une infraction en complicité avec des civils. Dans les deux cas bien précis, il n'y a aucun civil impliqué pour justifier le fait que les dossiers de ces militaires soient traités par des juridictions civiles. Ces irrégularités de procédures laissent planer le doute sur la détention des preuves objectives à la base de ces différentes détentions.

Des sources indépendantes affirment que ces militaires et policiers ex-FAB constituent une cible privilégiée par le pouvoir du CNDD-FDD qui craint une rébellion invisible contre le régime et qui a l'intention de se venger contre les ennemis d'hier qui les ont combattus quand le mouvement était encore au maquis.

Un plan de déstabilisation, d'intimidation et d'exécution des ex-FAB est en exécution depuis le début du 3<sup>ème</sup> mandat contesté du Président Pierre Nkurunziza et les conséquences de ce plan sont désastreuses. Plusieurs ex-FAB ont été exécutés, d'autres torturés et emprisonnés.

Au moment où la justice burundaise frappe très forts des militaires et policiers présumés être contre le régime du CNDD-FDD, elle devient douce en faveur avec ceux qui sont le système et qui sont inculpés dans différents dossiers. A titre d'exemple, c'est le dossier du commissaire Désiré Uwamahoro.

### **Un procès truqué à des fins politique en faveur du commissaire Désiré Uwamahoro**

En date du 2 décembre 2016, le procès en audience publique de l'ancien commandant de la BAE, le commissaire Désiré Uwamahoro, connu pour son rôle dans la répression meurtrière des présumés opposants au 3<sup>ème</sup> mandat du Président Pierre Nkurunziza, s'est déroulé au TGI en province Bubanza. Pendant ce jugement en itinérance par la cour d'appel de Bujumbura, le ministère public a requis une condamnation d'une année de prison ferme et une amende d'un million de fbu au commissaire Désiré Uwamahoro, accusé dans une affaire d'escroquerie. La même peine a été requise aux deux policiers qui étaient chargés de garder le Syrien Ahmed Kassim Issa R. qui se plaint d'avoir été escroqué. Le ministère public parle de vol de 250 milles dollars dans une affaire de vente d'or.

A la barre se trouvait également 5 prévenus d'origine congolaise (RDC) qui étaient accusés de complicité dans ce cambriolage. Parmi eux des commerçants, des vendeurs de métaux précieux, des prétendants travailleurs dans le système des Nations-Unies et une personne qui avait un contrat avec Issa, la victime de vol. Le ministère public a requis pour eux une peine de 5 ans de servitude pénale et le paiement d'amende de 1.100.000 fbu chacun. Le 9<sup>ème</sup> délinquant accusé dans ce dossier est le chauffeur qui conduisait l'homme d'affaire syrien durant tout son séjour dans la ville de Bujumbura dans toutes ses affaires jusqu'à son départ. C'est lui qui a averti le commissaire Désiré Uwamahoro du départ précipité d'Issa, le Syrien. A ce dernier, le ministère public a requis 5 ans de prison et 1.100.000 fbu d'amende. Ce procès a été largement suivi par beaucoup d'agents de sécurité, hautement gardé et la police traitait les assistants, et interdisait le port de téléphone portable.

Le procès a duré au moins 6 heures de temps et a été mis en délibéré. Les prévenus ont été assistés par deux avocats et la partie civile était absente. Le jugement est attendu le 2 février 2017 et les assistants contactés par Bonesha FM affirment que le ministère public a été plus doux envers les policiers parmi lesquels le commissaire Désiré Uwamahoro.

Selon un analyste juriste sous l'anonymat, ce procès est truqué. « Comment se fait-il qu'il soit qualifié de flagrante alors qu'il y a plus d'un mois que les prévenus sont incarcérés. Encore plus, la douceur du ministère public envers le commissaire Désiré Uwamahoro, récidiviste car déjà condamné dans une autre affaire criminelle impunie, montre que ce procès est un moyen de chercher à le libérer le plus vite possible pour continuer ses actes criminels.

## **VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

Les militaires et les policiers soupçonnés d'être contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza sont la cible d'enlèvement, d'attaques armées et d'arrestations, depuis le début de la contestation contre ce mandat. Les militaires et les policiers issus de l'ancienne armée, communément appelés ex-FAB sont considérés par le pouvoir comme étant une pépinière de recrutement pour la rébellion contre le Président Pierre Nkurunziza.

Sur tout le territoire burundais, les démobilisés et pensionnés militaires et/ou policiers ex-FAB vivent dans une peur panique. Dans les camps militaires comme dans les quartiers où ils habitent, les ex-FAB continuent d'être victimes de fouilles perquisitions intempestives. Ils craignent à chaque instant d'être victimes de la répression violente initiée le pouvoir du CNDD-FDD.

Au vu de ce qui précède, la ligue Iteka recommande ce qui suit :

### **A) Au gouvernement du Burundi :**

- Mettre fin à la répression et à la violence dirigée contre les militaires et policiers pour la plupart des ex-FAB ;
- Mettre en avant le principe de dialogue inclusif comme le seul moyen possible pour résoudre définitivement la crise actuelle ;
- Veiller au respect de l'équilibre ethnique telle que consacrée par l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation.

### **B) A la FDN et PNB :**

- Ne pas céder à l'instrumentalisation et la manipulation politique, sauvegarder son unité et son honneur pour pouvoir gagner le pari de la paix nationale et de la protection de tous les burundais sans exception.

### **C) A l'UA et à l'ONU :**

- Déployer rapidement une force militaire et policière en vue de protéger la population burundaise en détresse ;
- Faire pression sur les acteurs engagés dans les pourparlers entre le gouvernement et l'opposition ;
- Continuer à appliquer la décision de refuser la participation dans les missions de maintien de la paix aux militaires et policiers impliqués dans les violations des droits de l'Homme;
- Payer directement aux militaires et policiers en mission de maintien de la paix leurs soldes pour ne pas continuer à permettre au gouvernement du Burundi de financer la milice Imbonerakure et autres acteurs de la répression.

**D) A la CPI :**

- D'accélérer les procédures d'analyse des dossiers lui soumis pour rendre justice aux victimes.